
Rapport du Président**Proposition de prêt****République du Honduras****Renforcement de l'innovation, de la résilience et de la durabilité des systèmes agroalimentaires dans la région centre-nord du Honduras**Numéro du projet: 2000003900

Cote du document: EB 2024/LOT/P.2/Rev.1

Date: 7 mai 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 70.

Questions techniques:**Rossana Polastri**
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.polastri@ifad.org**Enrique Hennings**
Chef du pôle Mésoamérique et Caraïbes
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: e.hennings@ifad.org

Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	6
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Enrique Hennings
Responsable technique:	Marco Camagni
Responsable des finances:	Santiago Alvarez Gei
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Juriste:	Pauni Obregon

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République du Honduras
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture du Honduras
Coût total du projet:	60,317 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA (SAFP):	7,7 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA (SAFP):	Mixtes: 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, assorti d'une commission de service de 1,39% et d'un taux d'intérêt de 1,41% l'an en dollars des États-Unis (ajustement pour les prêts en une seule monnaie)
Montant du prêt du FIDA (MARE):	10 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA (MARE):	Ordinaires: 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Montant du cofinancement 1:	Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international: 15,00 millions d'USD
Conditions du cofinancement 1:	Ordinaires
Montant du cofinancement 2:	Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire: 18,00 millions d'USD
Conditions du cofinancement 2:	Dons au titre des fonds supplémentaires
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	5,92 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,70 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	11,14 millions d'USD

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République du Honduras se caractérise par une économie agricole et informelle, une production importante, des ressources naturelles abondantes et une population jeune. Entre 2010 et 2019, le produit intérieur brut (PIB) a connu une croissance moyenne annuelle de 3,6% en termes réels. L'économie a souffert des effets de la pandémie de COVID-19 et des ouragans Eta et Iota et, en 2020, le PIB réel s'est contracté de 9% par rapport à 2019. En 2021, l'économie s'est redressée de 12,5% pour atteindre son niveau antérieur à la pandémie. En 2022, malgré les crises mondiales et impacts climatiques, la croissance annuelle du PIB réel s'est maintenue à 4%.
2. D'après l'Institut national de la statistique, en 2021, la pauvreté monétaire était passée de 53 à 73,6% et l'extrême pauvreté, de 36,7 à 53,7%. En 2022, la croissance annuelle du PIB réel se maintenait à 4%, tandis que le chômage augmentait de 0,1% et le coût de la vie de 9,8%. De 21,6% à la fin des années 1980, la contribution du secteur agricole au PIB est passée à 12,16% en 2022. L'approvisionnement alimentaire dépend fortement des importations de denrées de base.
3. L'impact des changements climatiques, les pandémies, la hausse des prix des intrants agricoles, le manque d'assistance technique et d'irrigation et l'accès limité au crédit et aux marchés sont autant de défis qui affectent les systèmes alimentaires des petits exploitants agricoles et mettent en péril leur sécurité alimentaire. Cela conduit à une intensification de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, compte tenu de la forte dépendance du pays vis-à-vis des importations de denrées de base. Les 2 millions de femmes rurales qui vivent dans le pays, dont seulement 14% possèdent des titres fonciers, souffrent d'un manque d'accès aux informations, aux technologies de production, aux ressources financières et aux marchés.
4. Les principaux acteurs du secteur agricole sont le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAG), l'unité chargée de l'administration des projets du MAG, l'Unité technique de sécurité alimentaire et nutritionnelle (UTSAN) et l'Institut national de préservation et de développement des forêts (ICF).

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

5. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation;
 - tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - axé sur les jeunes.
6. **Jeux nutritionnels.** Les faibles revenus limitent l'accès économique et la diversification du régime alimentaire, et 51,3% de la population n'a pas les moyens de manger sainement compte tenu du coût des produits alimentaires. Par ailleurs, l'accès physique à la nourriture est rendu difficile par le faible nombre et l'éloignement des centres commerciaux. Quelque 18,7% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et de retard de croissance. Environ 19,6% des ménages ruraux sont en situation d'insécurité alimentaire modérée, 8,5% souffrent d'insécurité alimentaire grave, et 30,3% des enfants âgés de moins de 5 ans vivant dans des zones rurales sont chroniquement sous-alimentés. Au début

de l'année 2023, 2,6 millions de personnes (28% de la population totale) étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

7. **Questions de genre.** Les femmes représentent 53,3% de la population totale, et 43,3% d'entre elles vivent en milieu rural. Le taux d'activité des femmes est de 44,6%, et particulièrement faible (35,7%) dans les zones rurales. Le taux de chômage féminin dépasse la moyenne nationale. Un taux d'activité plus faible entraîne des répercussions sur les revenus, les femmes cheffes de ménage gagnant en moyenne 89 USD par mois dans les régions rurales, soit un chiffre inférieur à la moyenne nationale. En moyenne, 15,6% des femmes ont subi des violences domestiques, 2% d'entre elles reconnaissent avoir été victimes de violences sexuelles et près de 6,2% ont connu une forme ou une autre de violence physique.
8. **Jeunesse.** Quelque 28,2% de la population hondurienne est âgée de 15 à 30 ans, et leur taux d'activité est de 46,1%; 24,3% des jeunes Honduriens seulement sont classés dans la catégorie « étudiants », et 29,6% ne font partie ni de la population étudiante ni de la population active, et 44,8% vivent en milieu rural. L'émigration, en particulier internationale, qui atteint près de 80,5%, constitue l'un des principaux problèmes des régions rurales du Honduras.
9. **Changements climatiques.** Le Honduras se situe dans le couloir sec d'Amérique centrale et occupe la 44^e place, sur 180 pays, de l'indice mondial des risques climatiques, en raison d'une exposition et d'une vulnérabilité élevées aux phénomènes météorologiques extrêmes tels que les ouragans, les sécheresses et les inondations.

Justification de l'intervention du FIDA

10. En 2021, le Gouvernement hondurien a demandé au FIDA de concevoir le Projet de renforcement de l'innovation, de la résilience et de la durabilité des systèmes agroalimentaires dans la région centre-nord du Honduras (INNOVASAN), financé par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP). Le Gouvernement a ensuite demandé au FIDA de cofinancer INNOVASAN, à la suite de quoi un accord a été atteint sur la conception d'une intervention unique rassemblant le FIDA, le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international (Fonds de l'OPEP) et le GAFSP.
11. Les groupes cibles étaient notamment confrontés à des problèmes de faibles revenus, de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire, exacerbés par des chocs extérieurs qui creusaient les inégalités et aggravaient la pauvreté des petits producteurs et des populations rurales vulnérables. Compte tenu des besoins de ces populations, la participation du FIDA à cette opération s'explique par sa mission visant à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et par les enseignements et l'expérience conjointe du FIDA et du Gouvernement hondurien.
12. En réponse aux besoins les plus urgents des groupes cibles, le FIDA adoptera une approche visant à renforcer les organisations de producteurs grâce à la gestion et au transfert de technologies, à la prestation d'une assistance technique en vue du développement de filières tenant compte des enjeux nutritionnels, à l'amélioration des compétences commerciales, à la promotion de l'inclusion sociale dans l'économie locale et au renforcement de la capacité des petits exploitants à gérer les ressources naturelles et à faire face aux changements climatiques.

Enseignements à retenir

13. Le projet s'appuie sur les enseignements tirés des interventions antérieures du FIDA dans le pays, y compris ses initiatives innovantes, financées par des dons, portant sur les technologies de l'information et des communications (TIC) au service du développement. Les enseignements tirés de l'expérience de partenaires d'exécution comme l'UTSAN et l'ICF sont également pris en compte. Ces éléments sont résumés comme suit.

14. **Le programme politique influence l'attention portée aux territoires.** L'objectif restreint du projet suppose de faire coïncider les besoins locaux et les accords de financement. Il est essentiel d'en assurer la promotion au niveau municipal en collaboration avec les acteurs locaux pour garantir la durabilité des interventions conjointes.
15. **Sécurité alimentaire et nutritionnelle.** L'amélioration de l'accessibilité et de la consommation d'aliments nutritifs nécessite un budget adapté. Le projet s'appuiera sur les expériences réussies menées avec les *mancomunidades*¹ et le Programa Nacional de Alimentación Escolar (Programme national d'alimentation scolaire) du Honduras.
16. **Adaptation aux changements climatiques.** Dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité et au développement durable dans la région frontalière du Sud-Ouest (PRO-LENCA), la création et l'application d'un outil numérique ont aidé à réaliser des diagnostics climatiques pour les organisations de producteurs, et permis de préciser davantage les plans d'investissement, contribuant ainsi à la durabilité des unités et infrastructures de production et à l'amélioration de leur résilience face aux phénomènes climatiques. Cet outil a également permis d'introduire des plans d'adaptation aux changements climatiques au sein des organisations de producteurs.
17. **Jeunesse rurale.** Afin d'appuyer la participation des jeunes aux organisations de producteurs, d'améliorer leurs possibilités d'emploi, y compris indépendant, d'élaborer une stratégie qui tienne compte des facteurs culturels et idéologiques et de l'accessibilité des technologies, y compris des TIC au service du développement, le projet s'appuiera sur: i) le modèle de banque communautaire, qui a bénéficié aux agriculteurs les plus pauvres en leur proposant des produits d'épargne et de prêt; ii) le don du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres du FIDA, qui a servi à financer des activités de développement du numérique au service de l'agriculture; ces activités, mises en œuvre entre 2021 et 2022, ont permis aux organisations de producteurs d'accéder aux marchés au moyen d'entreprises de commerce en ligne et ont créé des possibilités d'emploi pour les jeunes migrants; iii) le don « TIC au service du développement », qui a renforcé l'inclusion financière et amélioré l'éducation, en permettant aux usagers de prendre des décisions financières éclairées.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

18. Le projet a pour objectif de développement l'amélioration des revenus, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la résilience face aux changements climatiques des familles de petits producteurs ruraux vivant dans la pauvreté et des populations rurales vulnérables par la création de systèmes agroalimentaires sensibles aux enjeux nutritionnels et climatorésilients. Il a pour but de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'égalité des chances pour ces groupes dans la région centre-nord du Honduras.
19. **Zone d'intervention.** L'intervention étant fondée sur le projet INNOVASAN initialement présenté au GAFSP, les critères de ciblage utilisés à l'époque ont été conservés: départements présentant le plus grand nombre de signalements de cas de COVID-19, le plus grand nombre de décès dus à la COVID-19, le plus grand nombre de pertes et de dégâts agraires signalés causés par les ouragans Eta et Iota, une présence importante de populations en situation d'urgence alimentaire et en situation de crise alimentaire, et les municipalités les plus touchées par les inondations. Ces critères ont été passés en revue, mis à jour et validés avec le Gouvernement au moment de la conception. Les municipalités ont été sélectionnées

¹ Une *mancomunidad* est une entité locale à laquelle les municipalités délèguent volontairement un certain nombre de fonctions et de pouvoirs.

dans le cadre d'une analyse très approfondie faisant appel à un système d'information géographique.

20. La zone d'intervention définie englobe par conséquent 4 départements et 21 municipalités dans la région centre-nord du pays.
21. Au total, 34 688 familles de petits producteurs ruraux vivant en situation de pauvreté et familles issues de populations rurales vulnérables, soit 138 752 personnes, devraient bénéficier des services proposés.

B. Composantes, résultats et activités

22. **Composante 1: Investissements dans le capital social, économique et humain naturel des familles de petits exploitants agricoles vivant dans la pauvreté.** Cette composante a pour objectif de faciliter l'adoption par les petits producteurs, familles rurales vulnérables et jeunes entrepreneurs ruraux de systèmes agroalimentaires durables. Les résultats attendus sont les suivants: les groupes cibles améliorent leurs systèmes agroalimentaires de façon à ce qu'ils tiennent compte de la nutrition et soient durables et compétitifs; les petits producteurs et les populations rurales améliorent leur capacité de réduction des risques de catastrophe, renforcent leur résilience face aux changements climatiques, réduisent leur insécurité hydrique et accroissent leur sécurité alimentaire et nutritionnelle; les jeunes ruraux améliorent leur capacité d'embauche.
23. **Sous-composante 1.1: Investissements dans la production, la valeur ajoutée et la commercialisation axés sur la sécurité sanitaire des aliments, la nutrition et la gestion des risques environnementaux et climatiques.** Le projet aidera les organisations de producteurs à élaborer des plans de développement de filières climatorésilientes qui tiennent compte des enjeux nutritionnels, des questions de genre et de la jeunesse, notamment au moyen d'une assistance technique spécialisée comprenant un plan de renforcement organisationnel, pour répondre aux besoins des bénéficiaires. Les activités envisagées prévoient la réalisation d'investissements dans les entreprises rurales (production, valeur ajoutée ou commercialisation) pour atteindre l'objectif de la sous-composante.
24. **Sous-composante 1.2: Investissements dans les infrastructures grises et vertes et dans la gestion des microbassins versants pour favoriser l'alimentation en eau potable et la production.** Le projet prévoit des investissements dans les infrastructures physiques et naturelles pour limiter les effets des changements climatiques sur les populations cibles. Une approche globale sera mise en œuvre au niveau des microbassins versants, y compris sous forme de travaux d'infrastructure à petite et moyenne échelle. Les activités prévues prendront la forme d'investissements dans les infrastructures grises et la réduction des risques de catastrophe, la gestion des microbassins versants et des infrastructures vertes (réduisant la vulnérabilité des écosystèmes agroforestiers et des forêts), et la remise à niveau des conditions sanitaires et hygiéniques et de la production des ménages en vue de l'autoconsommation.
25. **Sous-composante 1.3: Renforcement des capacités des populations rurales axé principalement sur les femmes et les jeunes.** Le projet cherchera à renforcer les capacités des bénéficiaires, en particulier celles et ceux exposés au risque d'insécurité alimentaire et aux phénomènes climatiques, en diversifiant leur alimentation, en leur fournissant des outils adaptés de gestion des risques climatiques et en leur apprenant à utiliser correctement les TIC. Activités prévues: i) renforcement des capacités des populations rurales en matière de biosécurité, d'alimentation durable et de gestion des risques et des changements climatiques en milieu rural; ii) amélioration de l'inclusion sociale; iii) mise en œuvre du Programme de formation et d'employabilité des jeunes pour appuyer la capacité d'insertion professionnelle des jeunes.

26. **Composante 2: Renforcement des capacités et de la coordination du Gouvernement et d'autres parties prenantes sur le territoire.** Cette composante vise à renforcer le cadre institutionnel et à coordonner les instruments de politiques publiques et la création et la mise en œuvre de solutions systémiques dans le but d'améliorer la prestation de services aux organisations de producteurs lors de leur passage à des systèmes agroalimentaires durables et résilients. Les résultats attendus sont les suivants: renforcement des capacités institutionnelles publiques et privées en matière de gestion territoriale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des changements climatiques, accès des petits producteurs ruraux à des services financiers et non financiers, et amélioration des services de commercialisation pour les petites organisations de producteurs.
27. **Sous-composante 2.1: Renforcement de la gouvernance et des capacités institutionnelles en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de gestion des changements climatiques.** Le projet renforcera la gouvernance et la capacité des institutions publiques, privées et de la société civile à l'échelle nationale et locale à mettre en œuvre les politiques publiques en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de gestion des changements climatiques dans le secteur agroalimentaire, tout en créant les conditions propices à l'exécution des activités relevant de la composante 1. Les activités envisagées prévoient un renforcement des capacités institutionnelles en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de gestion des changements climatiques, ainsi qu'une amélioration de la gestion des territoires.
28. **Sous-composante 2.2: Renforcement des services financiers, non financiers et informatiques pour le développement.** Le projet vise à améliorer l'accès au crédit et à d'autres services financiers et non financiers dans le cadre de partenariats avec des institutions financières, notamment non bancaires, en proposant des services financiers adaptés aux bénéficiaires et plus proches des zones de projet et en améliorant l'adoption et l'utilisation des TIC. Les activités envisagées prévoient le recensement des entreprises d'envois de fonds intervenant dans la zone, des produits financiers de transferts de fonds et des éventuelles opportunités d'affaires/d'investissement permettant d'orienter les envois de fonds vers des activités de production, et la création de banques rurales comme mécanisme de financement autogéré permanent. Un partenariat avec le don d'Innovatech 2 sera recherché afin de financer les entreprises qui fournissent des services non financiers. Le projet investira par ailleurs dans la remise en état des marchés municipaux, des foires ambulantes et des centrales d'approvisionnement.
29. **Composante 3: Gestion et administration.** Cette composante assurera la coordination de la gestion et de l'administration du projet pour en garantir l'efficacité de la mise en œuvre dans le cadre d'une approche axée sur les résultats, ainsi que la production de connaissances. Elle comprend des activités de suivi-évaluation, de gestion des savoirs et de communication.

C. Théorie du changement

30. La population rurale du Honduras se caractérise par de faibles revenus, une forte vulnérabilité et une insécurité alimentaire marquée, qui entraînent de forts taux de pauvreté et d'inégalités exacerbés par les effets des changements climatiques et des crises économique et sanitaire de ces dernières années.
31. INNOVASAN traitera les causes sous-jacentes de la situation actuelle par l'intermédiaire de deux activités de développement complémentaires: d'une part, en investissant directement dans les petits producteurs pauvres et les populations rurales vulnérables afin de créer les conditions nécessaires à la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, à l'augmentation des possibilités de création de revenus et d'emplois, à l'amélioration de la résilience aux changements climatiques et de l'accès à une eau de qualité; et, d'autre part, en renforçant les

capacités et la coordination du Gouvernement et des acteurs locaux et en fournissant des services financiers et non financiers aux bénéficiaires.

32. La composante 1 devrait améliorer les systèmes agroalimentaires des groupes cibles de façon qu'ils tiennent compte de la nutrition et soient durables et compétitifs; atténuer les effets négatifs des catastrophes et des changements climatiques; réduire l'insécurité hydrique; améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et améliorer le taux d'emploi des jeunes.
33. La composante 2, étroitement liée à la composante 1, portera quant à elle sur: i) le renforcement des capacités institutionnelles nationales et locales et l'amélioration de la gouvernance en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'adaptation aux changements climatiques; ii) l'appui aux prestataires de services publics et privés (financiers, non financiers et commerciaux) et la promotion de solutions informatiques.
34. Les résultats escomptés sont les suivants: l'amélioration des revenus, des actifs et de l'emploi grâce au développement de systèmes agroalimentaires climatorésilients tenant compte des enjeux nutritionnels permet de réduire la pauvreté et la malnutrition et de garantir l'égalité des chances pour les petits exploitants et les populations rurales vulnérables dans la région centre-nord du Honduras.

D. Alignement, appropriation et partenariats

35. INNOVASAN contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 et 2, tout en appuyant la concrétisation des objectifs 4, 6, 7, 8, 9, 10 et 13.
36. Le projet est aligné sur les objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays 2020-2025, les engagements prioritaires souscrits au titre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) et les politiques nationales suivantes: Plan national pour refonder le Honduras (2022-2026), Stratégie nationale relative à l'agriculture familiale (2017-2030) et Politique et Stratégie nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2023). Le projet s'aligne également sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable au Honduras (2022-2026).
37. Le projet profitera du contexte effectif d'appropriation au sein des institutions nationales et locales et du secteur privé; à cet effet, des accords-cadres ou des mémorandums d'accord précisant les rôles, les responsabilités et les contributions des différents partenaires seront établis.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

38. Le coût total du projet s'établit à 60,317 millions d'USD sur une période de huit ans. Conformément aux méthodes des banques multilatérales de développement, le montant total du financement climatique du FIDA est estimé à 11 142 000 USD, à l'exclusion des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement associés. Les composantes 1 et 2 du projet sont en partie comptabilisées au titre du financement de l'action climatique.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA		Mécanisme d'allocation des ressources (MARE) du FIDA		GAFSP		Fonds de l'OPEP		Emprunteur/bénéficiaire			Bénéficiaires			Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	%
Composante 1	5 000	12,2	6 600	16,0	11 400	27,7	10 600	25,8	3 849	-	9,4	1 477	2 216	9,0	41 142	68,2
Composante 2	1 600	13,1	2 000	16,3	4 600	37,5	2 400	19,6	1 652	-	13,4	-	-	0,0	12 252	20,3
Composante 3	1 100	15,9	1 400	20,2	2 000	29,3	2 000	29,3	316	108	6,2	-	-	0,0	6 924	11,5
Total	7 700	12,8	10 000	16,6	18 000	29,8	15 000	24,9	5 817	108	9,8	1 477	2 216	6,1	60 317	100

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	SAFP du FIDA		MARE du FIDA		GAFSP		Fonds de l'OPEP		Emprunteur/bénéficiaire			Bénéficiaires			Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	%
Dépenses d'investissement																
1. Transferts	900	4,8	1 200	6,5	6 700	36,1	5 500	29,6	591	-	3,2	1 477	2 216	19,8	18 584	30,9
2. Formation, assistance technique et contrats de service	3 900	20,0	5 000	25,6	5 500	28,2	2 500	12,8	2 620	-	13,4	-	-	0,0	19 520	32,4
3. Équipement, matériel et véhicules	400	13,0	400	13,0	1 000	32,6	800	26,0	472	-	15,2	-	-	0,0	3 072	5,1
4. Travaux d'infrastructure	1 800	12,7	2 400	17,0	3 600	25,5	4 200	29,7	2 133	-	15,0	-	-	0,0	14 133	23,5
Total des dépenses d'investissement	7 000	12,7	9 000	16,3	16 800	30,4	13 000	23,5	5 816	-	10,5	1 477	2 216	19,8	55 309	91,9
Dépenses ordinaires																
5. Salaires et dépenses de fonctionnement	700	14,3	1 000	20,4	1 200	24,5	2 000	40,8	-	108	2,2	-	-	0,0	4 900	8,1
Total des dépenses ordinaires	700	14,7	1 000	21,1	1 200	24,5	2 000	40,8	-	108	2,2	-	-	0,0	4 900	8,1
Total	7 700	12,8	10 000	16,6	18 000	29,8	15 000	24,8	5 816	108	9,8	1 477	2 216	6,1	60 317	100

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Année 7		Année 8		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Composante 1	2 252	47,0	7 431	67,8	9 631	68,6	10 267	74,3	4 255	67,5	3 711	73,3	3 357	80,0	259	22,4	41 163
Composante 2	1 190	24,8	2 766	25,2	3 654	26,0	2 393	17,3	1 328	21,0	737	14,6	142	3,0	71	6,2	12 282
Composante 3	1 354	28,2	760	7,0	762	5,4	1 159	8,4	725	11,5	617	12,1	671	17,0	824	71,4	6 872
Total	4 796	8,0	10 957	18,2	14 047	23,3	13 819	22,9	6 308	10,5	5 065	8,4	4 170	6,9	1 154	1,9	60 317

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

39. Le FIDA apportera un financement de 10 millions d'USD dans le cadre des ressources du MARE et de 7,7 millions d'USD au titre du SAFP. Le GAFSP et le Fonds de l'OPEP contribueront au projet à hauteur respective de 18 millions d'USD (29,8% du total) et de 15 millions d'USD (24,9% du total). Le Gouvernement hondurien apportera 5,92 millions d'USD (9,8% du total), dont une contribution monétaire de 5,8 millions d'USD sous forme d'exonérations fiscales pour certains éléments du projet. Les bénéficiaires devraient eux-mêmes contribuer à hauteur de 3,7 millions d'USD (6,1% du total), dont 1,5 million d'USD sous forme de contribution monétaire.

Décaissement

40. Les ressources financières seront versées en dollars des États-Unis sur trois comptes désignés, un par source de financement, et, pour leur exécution, des virements seront réalisés au profit du projet en monnaie locale, principalement par virement interbancaire pour en garantir la traçabilité. Les décaissements seront effectués sur des comptes de projet désignés spécifiques à chaque source de financement par avance de fonds; aucun versement direct n'est prévu.
41. Les principaux aspects seront décrits dans la Lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier du projet. Pour la gestion et le contrôle des fonds de contrepartie de l'emprunteur, un livret opérationnel du Système intégré d'administration financière sera ouvert.
42. Le FIDA gèrera les ressources du GAFSP et du Fonds de l'OPEP. Un accord préliminaire avec le Fonds de l'OPEP stipule que les dépenses de fonctionnement seront distribuées proportionnellement à la contribution de chaque partie; il en va de même pour les fonds du GAFSP.

Résumé des avantages et analyse économique

43. Le projet bénéficiera à 35 000 ménages.
44. Les résultats de l'analyse montrent que le projet est économiquement viable et un bon investissement pour le Gouvernement hondurien. Le taux de rentabilité économique interne est de 26,2%, avec un flux de trésorerie sur 15 ans. La valeur actuelle nette prévue du bénéfice net supplémentaire est de 2,233 millions de HNL, et le ratio bénéfices/coûts est de 3,4. Les résultats du projet sont solides, puisqu'aucun des scénarios ne présente un taux de rentabilité interne inférieur au taux d'actualisation (8%).

Stratégie de retrait et pérennisation

45. La stratégie de retrait et de pérennisation d'INNOVASAN se fonde sur trois éléments complémentaires: i) renforcer la gouvernance territoriale participative et les institutions locales afin de créer un cadre propice durable; ii) aider les organisations de producteurs à s'assainir et à mûrir afin de pouvoir fournir des services à leurs membres et interagir avec d'autres acteurs publics et privés du système agroalimentaire; iii) encourager les partenariats stratégiques avec des entités du secteur privé en vue de la prestation de services financiers et non financiers inclusifs.
46. Le projet tissera des liens entre les entreprises agricoles et le secteur financier, y compris ses acteurs, produits et services faisant appel aux TIC qui répondent aux besoins spécifiques des organisations de producteurs et des entreprises rurales.
47. Ce projet est conçu comme un outil permettant de mettre en œuvre la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle et a ainsi un fort potentiel d'élargissement auprès d'un plus grand nombre de bénéficiaires dans la zone d'intervention du projet ou de reproduction dans d'autres territoires.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

48. INNOVASAN présente un risque global modéré. Deux domaines présentent toutefois des risques importants qui appellent des mesures d'atténuation.
49. **Capacités institutionnelles d'exécution et pérennisation.** Par le passé, le MAG a toujours été l'organisme d'exécution des projets du FIDA au Honduras. Depuis 2014, il existe au sein du MAG une unité chargée de l'administration des projets (UAP) qui doit tirer parti des enseignements tirés au fil des ans en matière d'exécution des projets de coopération internationale pour améliorer l'efficacité et l'impact des interventions. Le projet renforcera les capacités du MAG en matière de gestion administrative, financière et de suivi, conformément aux procédures du FIDA, réduisant ainsi les risques liés à l'exécution.
50. **Gestion financière.** Les principaux risques sont liés aux flux de fonds, aux décaissements, au contrôle interne et à l'audit externe, ces deux derniers ayant été classés comme étant à haut risque dans les projets précédents. Jusqu'ici, le cofinancement du Gouvernement n'a pas été confirmé (puisqu'il fait partie des négociations relatives à l'accord de financement) et les modalités de cofinancement avec le Fonds de l'OPEP ne sont pas encore arrêtées. Un plan d'atténuation visant à réduire les risques associés à la capacité limitée du MAG à exercer des contrôles internes a été préparé et comprend des éléments innovants d'atténuation des risques pays comme l'implication du service gouvernemental responsable des audits de projets et de programmes, financée à l'aide de fonds d'organisations internationales, et le recrutement d'un technicien ou d'une technicienne des processus administratifs et financiers pour stimuler le système de contrôle interne et garantir que les fonds parviennent aux bénéficiaires.

Tableau 4

Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Niveau de risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du projet	Faible	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et pérennisation	Substantiel	Substantiel
Gestion financière	Substantiel	Substantiel
Passation de marchés	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

51. Le risque environnemental et social est modéré, compte tenu du fait que les effets environnementaux pouvant se déclarer pendant l'exécution du projet sont temporaires et réversibles. Les facteurs externes devraient être atténués grâce au plan de gestion environnementale, sociale et climatique, au plan relatif au consentement préalable, libre et éclairé et au mécanisme de réponse aux doléances.

C. Classement au regard des risques climatiques

52. Le risque climatique du projet est jugé substantiel, puisque les inondations, sécheresses et dépressions tropicales (tempêtes et ouragans) peuvent entraîner des répercussions néfastes généralisées sur les activités du projet. Le projet envisage néanmoins des investissements pour renforcer la climatorésilience des

bénéficiaires et améliorer la réduction des risques de catastrophe aux niveaux national et local.

D. Soutenabilité de la dette

53. Le risque de surendettement extérieur du pays reste faible, tandis que le risque de surendettement public est modéré. Le Honduras conserve une forte capacité d'endettement, et si aucun des indicateurs de la charge de la dette extérieure ne dépasse ses seuils respectifs, la valeur actuelle du ratio dette publique/PIB dépasse le seuil fixé dans le scénario de test de résistance le plus grave.
54. À l'avenir, les autorités doivent continuer à adopter des politiques prudentes, notamment en continuant à trouver un juste équilibre entre la réponse aux besoins du pays en matière sociale et d'investissements et le maintien de la soutenabilité de la dette et de la viabilité budgétaire. Les efforts constants visant à développer le marché de la dette intérieure, à améliorer les pratiques d'administration de la dette, à consolider les cadres de politique monétaire et de change et à renforcer le secteur énergétique sont d'importantes garanties de soutenabilité de la dette. Les perspectives en matière de soutenabilité de la dette demeurent vulnérables en cas de dérapage et face au risque de chocs exogènes, tels que les phénomènes météorologiques défavorables ou la détérioration de la situation à l'échelle mondiale.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

55. INNOVASAN sera mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture, qui délègue ses responsabilités financières et administratives et le suivi à l'UAP du MAG. Cette dernière sera chargée de l'exécution stratégique, opérationnelle, technique et financière. L'exécution se fera dans le respect des exigences administratives publiques du Gouvernement hondurien et du FIDA. La mise en œuvre sera accompagnée par des entités partenaires coexécutrices et d'autres acteurs chargés de fournir des services spécialisés pour l'exécution des activités techniques définies dans les composantes. L'unité de gestion du projet (UGP) conclura les accords nécessaires avec des entités locales, nationales, publiques et privées. Elle aura son siège dans la municipalité de Yoro, dans le département de Yoro.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

56. **Gestion financière.** Le Ministère de l'agriculture assume la responsabilité fiduciaire par l'intermédiaire de l'UAP du MAG concernant l'administration des projets financés par des sources extérieures. La mise en œuvre sera déléguée à l'UGP, qui sera chargée de l'exécution directe en coordination avec l'UAP du MAG. La coordination entre ces deux unités sera soigneusement définie à l'occasion de la mission de démarrage pour garantir un traitement rationalisé et une gestion efficace. La responsabilité concernant la communication de données sur les ressources sera transférée aux organisations.
57. **Passation de marchés.** Les achats, à la fois ceux nécessaires au fonctionnement du projet et ceux nécessaires à d'autres activités que celles des organisations de producteurs, seront réalisés conformément à la réglementation du FIDA relative aux passations de marchés et fondés sur ses procédures, documents types et systèmes. Les passations de marchés requises par les organisations de producteurs soutenues par le projet seront conclues par les organisations elles-mêmes, qui bénéficieront d'une formation à cet égard.
58. Le manuel d'exécution du projet comprendra un manuel opérationnel spécifique aux organisations de producteurs, qui établira clairement les procédures et seuils applicables à chaque type de passation de marchés, en conformité avec la réglementation du FIDA en la matière.

59. **Gouvernance et lutte contre la corruption.** Le personnel affecté au projet, les bénéficiaires et tous les soumissionnaires, fournisseurs, sous-traitants et consultants sous contrat financé par le FIDA sont tenus de respecter les normes d'éthique et d'intégrité les plus rigoureuses. Le FIDA ne financera pas les dépenses afférentes à des biens, travaux ou services de consultants si le marché correspondant n'a pas été passé conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et à l'accord de financement. Le respect de cette disposition sera contrôlé par la Cour des comptes (Tribunal Superior de Cuentas).

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

60. Conformément aux politiques environnementales et sociales du FIDA, un mécanisme de réponse aux doléances sera mis en place aux fins de la recherche de solutions convenues d'un commun accord pour les personnes participant à la mise en œuvre du programme, c'est-à-dire les organisations de producteurs et leurs membres. Un mécanisme sera mis en place à l'intention des bénéficiaires des fonds du FIDA et des tiers recrutés à l'aide de ces fonds pour faire face aux risques sociaux identifiés dans les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique et prendre en compte la Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

61. Le projet sera doté d'un système et d'un plan de suivi-évaluation pour mesurer l'avancement du projet et appuyer une prise de décision éclairée. Ce plan comprendra des orientations stratégiques, opérationnelles et de gestion pour:
- i) garantir des informations pertinentes, opportunes et fiables sur les performances du projet et la population cible;
 - ii) rendre des comptes à toutes les parties prenantes dans un souci de transparence;
 - iii) diffuser les résultats pour favoriser l'apprentissage et la reproduction à plus grande échelle.
62. Le projet préparera la première année un plan de gestion des connaissances et de communication dans le cadre du plan de suivi-évaluation, fondé sur une étude du personnel affecté au projet et des organismes d'exécution et constitué d'un élément transversal pour renforcer la culture institutionnelle en la matière.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

63. Les innovations seront encouragées par le biais des activités relatives aux technologies de l'information et des communications au service du développement relevant de la composante 2. INNOVASAN s'appuiera sur l'expérience acquise dans le cadre du don d'Innovatech, axée sur la transformation de l'agro-industrie par l'innovation, les services financiers et l'accès à la technologie.
64. La reproduction à plus grande échelle sera à la fois géographique et fonctionnelle, en collaboration avec des partenaires clés tels que les autorités centrales et locales, le secteur privé et les organisations de producteurs.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

65. Le manuel d'exécution du projet comprend le cahier des charges des principaux prestataires de services. Le Gouvernement hondurien sera encouragé à engager les procédures de passation des marchés en amont de l'entrée en vigueur du projet.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

66. Le projet sera supervisé par le FIDA, en accord avec le Gouvernement hondurien et dans le respect des critères et procédures en vigueur au sein du Fonds. La supervision, effectuée à l'occasion d'une mission de supervision et d'une mission d'appui à l'exécution par an, d'un examen à mi-parcours entre la troisième et la

quatrième année d'exécution et d'une mission préparatoire en vue de l'achèvement du projet, permettra de vérifier les progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

67. L'octroi à l'emprunteur/au bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre le Gouvernement de la République du Honduras et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
68. Le Gouvernement de la République du Honduras est habilité, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
69. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

70. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Honduras un financement à des conditions mixtes d'un montant de sept millions sept cent mille dollars des États Unis (7 700 000 USD) au titre du Système d'allocation fondé sur la performance, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Honduras un financement à des conditions ordinaires de dix millions de dollars des États Unis (10 000 000 USD) au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Convenio de financiación negociado

Proyecto Fortalecimiento de la Innovación, Resiliencia y Sostenibilidad de los Sistemas Agroalimentarios en el Norte Centro de Honduras – INNOVASAN

(Negociaciones concluidas el 18 de abril 2024)

Número de Fuente PBAS: [insertar número]

Número de Fuente BRAM: [insertar número]

Proyecto Fortalecimiento de la Innovación, Resiliencia y Sostenibilidad de los Sistemas Agroalimentarios en el Norte Centro de Honduras (el "Proyecto" o "INNOVASAN")

La República de Honduras (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

PREÁMBULO

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado al Fondo financiar el Proyecto y el Fondo acepta proporcionar un préstamo para apoyar en la financiación del mismo.

CONSIDERANDO que *OPEC Fund for International Development* (OPEC FUND) y *Global Agriculture and Food Security Program* (GAFSP) han demostrado interés por cofinanciar el Proyecto. El Prestatario gestionará ante el GAFSP recursos hasta un monto de dieciocho millones de dólares de los Estados Unidos de América (USD18 000 000) así como recursos con OPEC FUND por un monto de hasta quince millones de dólares de los Estados Unidos de América (USD 15 000 000).

El Prestatario se ha comprometido a proporcionar el apoyo adicional, financiero o en especie, que pueda ser necesario para el Proyecto,

El FIDA acuerda conceder un Préstamo (Préstamo) de USD17 700 000 (Compuesto por Fuente PBAS por USD 7 700 000 y Fuente BRAM por USD 10 000 000).

Por lo tanto, las Partes acuerdan además lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1) el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y Compromisos Especiales (Anexo 3).

2. Las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, modificadas en diciembre de 2022 (las "Condiciones Generales") y en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas también serán aplicables al presente Convenio, salvo que se indique lo

contrario. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. A raíz del presente convenio el Fondo proporcionará al Prestatario un préstamo de dos fuentes (la "Financiación"), que éste utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. La Financiación estará compuesta por un Préstamo con dos fuentes: (Fuente PBAS) de siete millones setecientos mil dólares de Estados Unidos de América (USD 7 700 000) del Sistema de Asignación de Recursos basado en los Resultados (PBAS) y otro (Fuente BRAM) por diez millones de dólares de Estados Unidos de América (USD 10 000 000) del Mecanismo de Acceso a Recursos Ajenos (BRAM).

2. El importe de la Fuente PBAS elegible en condiciones combinadas es de USD 7 700 000.

3. El Préstamo con cargo a las condiciones combinadas del PBAS devengará intereses sobre el principal pendiente de amortización del Préstamo y una comisión de servicio determinada por el Fondo en la fecha de aprobación del Préstamo combinado por el Comité Ejecutivo del Fondo. El tipo de interés y la carga de servicio determinados serán fijos para el ciclo de vida del préstamo y pagaderos semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo, y tendrán un plazo de vencimiento de veinticinco (25) años, incluido un período de gracia de cinco (5) años a contar desde la fecha de aprobación del Préstamo por el Consejo Ejecutivo del Fondo. El principal del Préstamo en condiciones combinadas será reembolsado en cuotas iguales.

4. El importe de la Fuente BRAM elegible en condiciones ordinarias es de USD 10 000 000.

5. El Préstamo con cargo a las condiciones ordinarias de fuente BRAM devengará intereses sobre el principal pendiente de amortización del Préstamo, a una tasa igual a la Tasa de Interés de Referencia del FIDA, incluido un diferencial variable, pagaderos semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo, y tendrá un plazo de vencimiento de veinticinco (25) años, incluido un período de gracia de cinco (5) años, a contar desde la fecha a partir de la cual el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones generales que preceden al retiro.

6. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo para ambas Fuentes será el dólar de Estados Unidos de América (USD).

7. El primer día del ejercicio fiscal aplicable será el 1º de enero.

8. Los pagos del capital y los intereses/cargos por servicio del Préstamo ambas Fuentes serán pagaderos cada 15 de abril y 15 de octubre.

9. Habrá una cuenta designada en dólares de Estados Unidos de América (USD): para la Fuente PBAS y para la Fuente BRAM. La cuenta designada será abierta por el Prestatario a nombre del Proyecto en el Banco Central de Honduras o en la Cuenta Única de Tesorería, a partir de las cual se transferirán los recursos necesarios para financiar las actividades del Proyecto a la Libreta Operativa del Sistema de Administración Financiera Integrada (SIAFI) en moneda nacional, de acuerdo con los procedimientos establecidos por la normativa vigente del Prestatario. La Cuenta del Proyecto (Libreta Operativa del SIAFI) será administrada, mediante el SIAFI, por la Unidad Administradora de Proyectos de la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

10. El Prestatario, Organismo Ejecutor del Proyecto, Mancomunidades, Gobiernos Locales e Instituciones Gubernamentales proporcionarán financiación de contrapartida para el Proyecto por un importe de hasta cinco millones ochocientos diecisiete mil dólares de Estados Unidos de América (USD 5 817 000) en forma de impuestos y derechos. Se reconocerán como fondos de contrapartida, aportes en efectivo, especie y exenciones por concepto de gravámenes arancelarios e impuestos para los bienes y servicios adquiridos con cargo a este convenio.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto es la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG) quien delega la responsabilidad administrativa-financiera y el seguimiento del Proyecto en la Unidad de Administración de Proyectos (UAP)/SAG.

2. Se designan como Partes del Proyecto adicionales a la Unidad Gerencial del Proyecto (UGP), al Comité de Aprobación de Inversiones (CAI), a la Unidad Técnica de Seguridad Alimentaria y Nutricional (UTSAN).

3. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.

4. La Fecha de Terminación del Proyecto será el octavo aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio y la Fecha de cierre del financiamiento será 6 meses después, o cualquier otra fecha que el Fondo pueda designar mediante notificación al Prestatario.

5. La entrada en vigor será la fecha en la que el FIDA reciba el instrumento de ratificación del Convenio por parte de la República de Honduras.

6. La adquisición de bienes, obras y servicios financiados por la Financiación se realizará de conformidad con las Directrices para la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios en el ámbito de los proyectos y el Manual sobre la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios del FIDA en su versión modificada periódicamente.

Sección D

El Fondo administrará el Préstamo y supervisará el Proyecto.

Sección E

1. Se designan como motivos adicionales de suspensión del presente Convenio los siguientes:

- a) Cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto (MOP) que haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el FIDA haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.

- b) El Acuerdo de Cofinanciación no ha sido negociado dentro de los 180 días siguientes a la fecha que este Acuerdo entre en vigor, y los fondos sustitutivos no están disponibles para el Prestatario.
 - c) El derecho del Prestatario a efectuar retiros de fondos bajo el Convenio que suscriba con el GAFSP u otra fuente de cofinanciamiento haya sido suspendido, cancelado o terminado, en todo o en parte, o el Préstamo OPEC FUND ha vencido y es pagadero antes del vencimiento acordado; o se ha producido cualquier acontecimiento que, con aviso o el paso del tiempo, podría dar lugar a cualquiera de los casos anteriores
2. Se designan los siguientes motivos adicionales para la cancelación de este Convenio de Financiación:
- a) En caso de que el Prestatario no haya solicitado un desembolso de la Financiación durante un período de al menos 18 meses a partir de la entrada en vigor sin justificación.
 - b) En caso de no se han realizado solicitudes de desembolsos adicionales dentro de los 18 meses subsiguientes al último desembolso realizado.
3. Las siguientes se designan como condiciones adicionales específicas que proceden al retiro de fondos:
- a) Que se haya seleccionado una agencia de recursos humanos independiente, previa no objeción del FIDA mediante un proceso competitivo y que la misma haya seleccionado y contratado el personal clave del proyecto definido en el anexo 3 apartado 11.
 - b) Que el Manual de Operaciones del Proyecto y todas sus modificaciones posteriores cuenten con la no objeción del FIDA.
 - c) Que se haya asignado y comunicado la Cuenta Designada para el Proyecto en el sistema de la Cuenta Única de Tesoro Nacional o del Banco Central de Honduras.
 - d) Que se haya implementado un sistema de seguimiento financiero automatizado, y esté en pleno funcionamiento operativo.
4. El presente Convenio está sujeto a ratificación por parte del Prestatario.
5. Se indican a continuación a los representantes designados y sus respectivas direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionados con el presente Convenio:

Por el Prestatario:

Secretario de Estado
Secretaría de Estado en el Despacho de Finanzas
Bo. El Jazmín, Avenida Cervantes,
Centro Histórico
Tegucigalpa, M.D.C.
Honduras

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola

Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y una (1) para el Prestatario y entrará en vigor cuando el FIDA reciba el instrumento de ratificación, conforme a la Sección 13.01 de las Condiciones Generales.

REPÚBLICA DE HONDURAS

[insertar nombre del Representante Autorizado]
[insertar su título]

FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

Álvaro Lario
Presidente

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Proyecto

1. *Área del Proyecto.*

El área focalizada responde a las prioridades estratégicas del Gobierno de Honduras (GdH) y el FIDA y a los siguientes criterios de focalización: i) Departamentos con más casos reportados de COVID-19 (índice por cada 10,000 habitantes); ii) Departamentos con más fallecimientos reportados de COVID-19 (índice por cada 10,000 habitantes); iii) Departamentos que reportan la mayor pérdida agraria (como % del total nacional) debido a los impactos de los huracanes Eta e Iota; iv) Departamentos que reportan el mayor daño agrario (como % del total nacional) debido a los impactos de Eta e Iota; v) Municipios más afectados por inundaciones por Eta e Iota; vi) Departamentos con altos porcentajes de la población con nivel F4 emergencia alimentaria, y vii) Departamentos con altos porcentajes de la población con nivel F3 crisis alimentaria. Como resultado el área de intervención identificada comprende 4 departamentos y 21 municipios de la región norte central.

2. *Población-objetivo y beneficiarios del Proyecto.*

Se espera que con el Proyecto 58,856 personas, de 34,688 familias de pequeños productores rurales en condición de pobreza y familias de la población rural vulnerable, reciban los servicios promovidos, los cuales corresponden con 138,752 miembros de familias. Los criterios de focalización se definen ampliamente en el Informe de Diseño del Proyecto (PDR) y el Manual de Operaciones (MOP).

3. *Meta.*

El **Fin** es contribuir a la reducción de la pobreza y a la igualdad de oportunidades de las familias de pequeños productores rurales en condición de pobreza y población rural vulnerable en la región norte central de Honduras.

4. *Objetivo de desarrollo.*

El **Objetivo de Desarrollo** del Proyecto es mejorar los ingresos, la seguridad alimentaria y nutricional y la resiliencia al cambio climático de las familias de los pequeños productores rurales en condición de pobreza y población rural vulnerable, con el desarrollo de sistemas agroalimentarios sensibles a la nutrición y resilientes al cambio climático.

5. *Componentes.*

El Proyecto tendrá los siguientes componentes: (i) Inversiones en capital humano social, económico y natural de familias de pequeños agricultores que viven en la pobreza; (ii) Fortalecer las capacidades y coordinación del gobierno y otros actores del territorio; y (iii) Gestión y administración.

Componente 1. Inversiones en capital humano social, económico y natural de las familias de los pequeños productores en condición de pobreza. Subcomponente 1.1. Inversiones en producción, valor agregado y comercialización con enfoque de seguridad alimentaria, nutrición y gestión de riesgos ambientales y Cambio Climático (CC). Subcomponente 1.2. Inversiones en infraestructura gris, verde y gestión de microcuencas para el suministro de agua productiva y potable. Subcomponente 1.3. Fortalecimiento de las capacidades de la población rural con énfasis en mujeres y jóvenes.

Componente 2. Fortalecimiento de las capacidades y la coordinación del gobierno y otros actores en el territorio. Subcomponente 2.1. Fortalecimiento de la gobernanza y capacidades institucionales en Seguridad Alimentaria y Nutrición (SAN) y CC. Subcomponente 2.2. Fortalecimiento de los servicios financieros, no financieros y TICs para el desarrollo.

Componente 3. Gestión, Seguimiento, Evaluación y Gestión del Conocimiento. El objetivo es coordinar, gestionar y administrar de forma eficiente el Proyecto para asegurar el logro de los objetivos y resultados. El componente comprende acciones de: a) seguimiento y evaluación; b) gestión del conocimiento y comunicación; y c) gestión financiera y administrativa adecuada.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto.

InnovaSAN será implementado por la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG), quien delega la responsabilidad administrativo-financiera y el seguimiento en la UAP/SAG. El mismo será responsable de la ejecución estratégica, operativa, técnica y financiera. La ejecución se ajustará a los requisitos administrativos públicos del GdH y del FIDA. La implementación será acompañada por las entidades co-ejecutoras y las contratadas para brindar servicios especializados, para lo cual la UGP establecerá los convenios necesarios con entidades locales, nacionales, públicas y privadas mediante procesos de selección y contratación de acuerdo con la normativa aplicable. La UGP tendrá una sede ubicada en el municipio de Yoro, en el departamento de Yoro.

2. Comité de Dirección del Proyecto (CDP)

2.1 Composición: El CDP estará integrado por: a) el Secretario de Agricultura y Ganadería (o su representante) en calidad de presidente; b) el Secretario de Planificación Estratégica (o su representante) o la Secretaría de Estado que desempeñe estas funciones, y c) el Director del Proyecto, quien actuará como Secretario del CDP y participa sin derecho a voto. El comité toma sus decisiones en consenso.

2.2 Funciones: Las funciones del CDP serán de toma de decisiones y aprobación de documentas claves, así como de apoyo a la UGP en la definición de las directrices generales del Proyecto con base a la marcha de la implementación y lecciones aprendidas. Sus funciones principales serán:

- a) Definir y establecer las políticas y estrategias que requiera el funcionamiento del Proyecto; y
- b) Aprobar los Planes Operativos Anuales (POA) y Planes de Adquisición y Contratación (PAC), que deberán ser elaborados por la UGP y presentados ante el CDP por parte del director ejecutivo del Proyecto.

El Comité se reunirá al menos una vez al año, a más tardar el mes de octubre, para aprobar el POA y PAC del año siguiente. Además, y en caso de que sea necesario, podrá convocar a reuniones extraordinarias.

3. Unidad Administradora de los Proyectos (UAP/SAG)

3.1 Designación. Para la administración del Proyecto, el SAG designará a la Unidad Administradora de los Proyectos (UAP/SAG).

3.2 Funciones. Las principales funciones de la UAP/SAG son las siguientes:

- a) Conducir y facilitar oportunamente los procesos presupuestarios, administrativas, contables y financieros del Proyecto;
- b) Ejecutar eficientemente los procesos de adquisición requeridos por el Proyecto;
- c) Monitorear el buen desempeño del Proyecto, a través del seguimiento periódico al POA y PAC, tornando las medidas que correspondan para asegurar el cumplimiento de los mismos;
- d) Coordinar oportunamente con la UGP la elaboración de los POA y PAC;
- e) Elaborar, con el apoyo de la UGP, los estados financieros;
- f) Coordinar los ejercicios de auditorías externas y asegurar la entrega a tiempo de los informes de auditoría al FIDA;
- g) Asegurar la efectiva coordinación con las áreas internas, otras direcciones de la SAG y entidades externas, que requiere la implementación del Proyecto.

El detalle de las funciones de la UAP/SAG se establecen en el Manual Operativo de a UAP/SAG, el cual debe contar con la NO del FIDA.

4. *Comité de Aprobación de Inversiones (CAI)*

4.1 *Atribuciones.* El CAI será responsable de aprobar las inversiones para las organizaciones de usuarios. El control de la calidad técnica de las propuestas que sean sometidas al CAI es responsabilidad de la UGP. La aprobación por el CAI debe fundamentarse en la sostenibilidad de los proyectos de inversión. así mismo, las inversiones deben estar en concordancia con las metas de marco lógico del Proyecto y tendrán que valorarse las recomendaciones técnicas de la UGP. La Composición del CAI se hará entre los representantes de los usuarios del Proyecto, será de forma rotatoria y los arreglos para la selección, duración y mandato, se establecerán en el correspondiente manual de inversiones, que deberá formular el Proyecto.

5. *Unidad Gerencial del Proyecto (UGP)*

5.1 *Atribuciones.* Es la responsable de la implementación de las actividades del Proyecto en el terreno. El Secretario de la SAG delegará la conducción y gestión cotidiana del Proyecto a la UGP, que estará dirigida por el Director del Proyecto.

5.2 *Funciones.* Las principales funciones de la UGP son:

- a) Ejecutar las actividades previstas en los POA;
- b) Monitorear y evaluar el avance en la implementación de las actividades;
- c) Reportar a las instancias correspondientes, los avances y resultados del Proyecto;
- d) Preparar los informes de avance;
- e) Elaborar la línea de base y la línea final del Proyecto.

5.3 *Composición:* Se contratará, a partir de un proceso competitivo, una firma consultora externa o de recursos humanos para la selección y evaluación del desempeño del personal de la UGP. La evaluación del desempeño de todos los funcionarios se hará al menos una vez al año y los resultados serán determinantes para la recontractación del funcionario. La contratación del personal de la UGP y/o su recontractación, deberá tener la previa no objeción del FIDA. Toda recontractación debería hacerse a través de la misma firma.

Se establecerá una Unidad Gerencial del Proyecto (UGP) con sede en el municipio de Yoro, departamento de Yoro, donde se atenderán los municipios del proyecto de Yoro, El

Negríto, Morazán, Sulaco, Victoria, Yorito (en el mismo departamento), El Porvenir, Marale, Orica, San Ignacio, Vallecillo, Talanga, Cedros (en el departamento de Francisco Morazan), Santa Cruz de Yojoa en el departamento de Cortés, y Esquíás, La Libertad, Minas de Oro, San José del Potrero, San Luis, Las Lajas, San Jerónimo (en el departamento de Comayagua). Se podrá evaluar la necesidad de una subsele regional una vez empezada la ejecución.

Cualquier cambio de sede, subsele o municipio de influencia estará sujeto a un acuerdo entre el Prestatario y el FIDA durante la ejecución del Proyecto. La estructura de la UGP en la Sede regional de Yoro se define en el PDR y el MOP. Las Partes podrán acordar e implementar ajustes a la estructura y composición del personal durante la ejecución del Proyecto.

6. *Comité Técnico del Proyecto (CTP)*

6.1 *Establecimiento.* Dentro de la UGP se establecerá el CTP para la revisión técnica de todos los proyectos de inversión antes de su presentación al CAI. En base a las experiencias previas en la implementación de proyectos FIDA, se incorporan al CTP actores técnicos externos a la UGP con el fin de generar un análisis especializado más amplio de las propuestas de inversión, que abarque todos los aspectos técnicos propios de las inversiones.

6.2 *Atribuciones.* El CTP tendrá la responsabilidad de priorizar las solicitudes con relación a los objetivos y el logro de metas según marco lógico, llevar un control de las solicitudes de inversiones que se presenten a la UGP para su financiación. La UGP deberá asegurarse que todas las propuestas de inversión que se presenten para revisión de CTP tengan: 1) la documentación administrativa necesaria para formalizarse; y 2) que exista la disponibilidad financiera y presupuestaria para financiarlos.

6.3 *Composición.* La composición del CTP se describe en detalle en el PDR y en el MOP. Los expertos externos serán contratados como asesores técnicos, y seleccionados mediante procesos de contratación público.

6.4 *Funciones.* El CTP hará la revisión técnica de los perfiles de planes de inversión luego que los mismos hayan sido presentados por las organizaciones de usuarios, con el fin de guiar y retroalimentar la formulación final de la propuesta. En el Manual de Operaciones del Proyecto (MOP) se establecerán los mecanismos de funcionamiento del CTP.

7. *Gestión Financiera del Proyecto*

La SAG tiene responsabilidad fiduciaria a través de la UAP/SAG dedicada a la administración de proyectos con financiamiento externo. La ejecución del Proyecto será delegada a la UGP, quien será la encargada de la ejecución directa en coordinación con la UAP/SAG. La coordinación entre la UAP/SAG y la UGP debe garantizar la no duplicación de trabajo y garantizar un procesamiento ágil. Los procesos de control interno deben revisarse y simplificarse para garantizar una gestión y presentación de informes eficaces de los recursos transferidos a las organizaciones.

8. *Auditorías*

Las auditorías externas serán realizadas por el Tribunal Superior de Cuentas a través del Departamento de Auditorías a Proyectos y Programas financiados con fondos de Organismos Internacionales (DAPOI); o su equivalente.

9. *Manual de Operaciones del Proyecto (MOP).*

9.1 El Organismo responsable del Proyecto, a través de la UGP, revisará el Manual de Operaciones del Proyecto (MOP) preparado durante el diseño y propondrá los cambios necesarios al MOP, el cual especifica las normas y los procedimientos para la operación diaria de las actividades del Proyecto, incluyendo el esquema organizativo para la operación de los componentes, las tareas específicas de los integrantes de la UGP, el marco para las contrataciones y adquisiciones del Proyecto, el esquema para el SyE, criterios de selección del personal del Proyecto, los criterios de evaluación de los planes de negocio y de fortalecimiento, techos financieros, las regulaciones contables, administrativas y financieras del Proyecto, entre otras cosas.

9.2. El Organismo responsable del Proyecto someterá la revisión del MOP al Fondo para su no objeción y lo remitirá al CDP para su aprobación. El CDP aprobará el uso y modificaciones del Manual de Operaciones, una vez el FIDA haya dado su no objeción.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos de Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto de Fuente PBAS Cond. Combinadas (expresado en USD)	Monto de Fuente BRAM Cond. Ordinarias (expresado en USD)	Porcentaje
I. Transferencias (donaciones)	810 000	1 080 000	100% sin impuestos
II. Consultorías y asistencia técnica	3 510 000	4 500 000	100% sin impuestos
III. Equipamiento, materiales y vehículos	360 000	360 000	100% sin impuestos
IV. Obras de infraestructura	1 620 000	2 160 000	100% sin impuestos
V. Salarios y costos operativos	630 000	900 000	100% sin impuestos
<i>Sin Asignación</i>	770 000	1 000 000	100% sin impuestos
	7 700 000	10 000 000	

2. *Gastos de puesta en marcha.* Podrán desembolsarse con cargo al Préstamo para gastos de puesta en marcha del Proyecto por un total no superior a USD 350 000. Dichos gastos deberán ser incurridos entre la fecha de entrada en vigor y la fecha en que se hayan cumplido las condiciones previas para el retiro de fondos. Para ser considerados admisibles, los gastos de puesta en marcha y las categorías de gastos correspondientes deberán contar con la no objeción previa del FIDA.

3. En vista que este préstamo está compuesto por dos fuentes de financiamiento y dada la necesidad de FIDA de contar con reportes de ejecución financiera por cada una de las fuentes de financiamiento, el Prestatario deberá realizar los procedimientos necesarios a fin de desarrollar los registros para poder cumplir con las políticas y procedimientos de reportes financieros requeridos por FIDA.

Anexo 3

Compromisos especiales

I. Disposiciones generales

De conformidad con la Sección 12.01(a)(xxiii) de las Condiciones Generales, el Fondo podrá suspender, total o parcialmente, el derecho del Prestatario a solicitar retiros de la Cuenta del Préstamo si el Prestatario ha incumplido el cumplimiento de cualquiera de los pactos que se indican a continuación, y el Fondo ha determinado que dicho incumplimiento ha tenido, o es probable que tenga, un efecto adverso importante en el Proyecto:

1. El Proyecto, a través del Organismo Responsable, suscribirá un Memorando de Entendimiento (MdE) con los socios ejecutores que estructurará la colaboración, definirá las funciones, responsabilidades y deberes con respecto a la ejecución, la gestión financiera, la contabilidad y la presentación de informes.

2. *Planificación, seguimiento y evaluación.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que (i) se establezca un sistema de planificación, seguimiento y evaluación (PM&E) en un plazo de dieciocho (18) meses a partir de la fecha de entrada en vigor del presente Acuerdo.

3. *Género.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, garantizará que las inversiones del Proyecto estén alineadas en uno o más de los tres objetivos de la política de género del FIDA: empoderamiento económico; participación y voz; y redistribución de la carga laboral y cumplimiento de las metas propuestas.

4. *Preocupaciones de los pueblos indígenas (PI).* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que se tengan debidamente en cuenta las preocupaciones de los PI al ejecutar el Proyecto. Para ello, se asegurará de que

- (a) el Proyecto se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones aplicables de del Consentimiento Libre, Previo e Informado (CLPI) establecido en las políticas y estrategias del FIDA;
- (b) los pueblos indígenas estén adecuadamente y justamente representados en los principales instancias y espacios de planificación local del Proyecto;
- (c) Los derechos de los PI son debidamente respetados;
- (d) Las comunidades locales de PI, participan en el diálogo político y en la gobernanza local;
- (e) Se respetan los términos de las Declaraciones, Pactos y/o Convenios ratificados por el Prestatario en la materia;
- (f) El Proyecto no realizará inversiones que puedan implicar de manera directa o indirecta la invasión de los territorios tradicionales utilizados, reclamados u ocupados por las comunidades indígenas;
- (g) Implementar las medidas de mitigación de riesgos aplicables que estén contenidas en el Plan de Gestión Ambiental, Social y Climática (PGASC) del Proyecto.

5. *Seguridad de la tenencia de la tierra.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que el proceso de adquisición de tierras ya se ha completado

y de que los procesos de compensación fueron coherentes con las mejores prácticas internacionales y con los principios de consentimiento libre, previo e informado.

6. *Medidas anticorrupción.* El Prestatario deberá cumplir con la Política del FIDA en materia de Prevención del Fraude y la Corrupción en sus Actividades y Operaciones, tomando las medidas adecuadas para prevenir, mitigar y combatir las prácticas prohibidas.

7. *Acoso sexual, explotación sexual y abuso.* El Prestatario / Destinatario y las Partes del Proyecto se asegurarán de que el Proyecto se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones de la Política del FIDA sobre prevención y respuesta al acoso sexual, la explotación sexual y el abuso, según se modifique periódicamente.

8. *Uso de los instrumentos del Proyecto [y otros equipos].* El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que:

- a) Todos los bienes, servicios y obras adquiridos en el marco del Proyecto son apropiados para las necesidades del Proyecto; y
- b) Todos los bienes, servicios y obras transferidos o adquiridos en el marco del Proyecto están dedicados exclusivamente al uso del Proyecto.

9. Portal de Clientes del FIDA (ICP, por sus siglas en Inglés), Herramienta de Seguimiento a Contratos (CMT, por sus siglas en Inglés) y sistema de seguimiento de las adquisiciones (OPEN). El Prestatario se asegurará de que se envíe una solicitud para acceder a los sistemas del FIDA mencionados. El Prestatario, a través del Organismo Responsable, se asegurará de que todos los documentos de adquisiciones y contrataciones del Proyecto, los contratos, los memorandos de acuerdo, las órdenes de compra y los pagos conexos queden registrados en el sistema de seguimiento de las adquisiciones y contrataciones (OPEN) y en la herramienta de seguimiento de los contratos que utiliza actualmente el FIDA en relación con la adquisición de los bienes y la contratación de las obras, los servicios, las consultorías, los servicios distintos de los de consultoría, la formalización de contratos de carácter comunitario y la firma de convenios de donación y de contratos de financiación. El Prestatario, a través del Organismo Responsable, garantizará que los datos de los contratos se actualicen trimestralmente durante la ejecución del Proyecto.

10. *El Personal Clave del Proyecto* es: el Director del Proyecto, el Especialista Financiero, el Oficial de Seguimiento y Evaluación, el Oficial de Gestión del Conocimiento, el Especialista de Adquisiciones, el Oficial de Adquisiciones, el Especialista en Inclusión Social y Género, y el Especialista en Evaluación de Medio Ambiente y Clima. Para ayudar en la implementación del Proyecto, la UGP, a menos que se acuerde lo contrario con el FIDA, contratará o hará que se contrate, según sea necesario, a personal clave cuyas calificaciones, experiencia y términos de referencia sean satisfactorios para el FIDA. El Personal Clave del Proyecto será adscrito a la UGP en caso de que se trate de funcionarios públicos o contratados en el marco de un contrato de consultoría siguiendo el método de selección de consultores individuales del Manual de Adquisiciones del FIDA, o cualquier método de selección equivalente en el sistema nacional de adquisiciones que sea aceptable para el FIDA. La contratación del Personal Clave del Proyecto está sujeta a la revisión previa del FIDA [al igual que el despido del Personal Clave del Proyecto]. El Personal Clave del Proyecto está sujeto a una evaluación anual y la continuación de su contrato está sujeta a un desempeño satisfactorio. Todo contrato firmado para el Personal Clave del Proyecto deberá cumplir con la normativa laboral nacional o las Normas Internacionales del Trabajo de la OIT (la que sea más estricta) para satisfacer las condiciones de los PESAC actualizados del FIDA. Deberá evitarse la repetición de contratos de corta duración, a menos que se justifique adecuadamente en las circunstancias del Proyecto.

II. Disposiciones PESAC

1. Para proyectos que presenten riesgos sociales, ambientales y climáticos altos o sustanciales, el Prestatario, a través del Organismo Responsable, deberá llevar a cabo la implementación del Proyecto de acuerdo con las medidas y requisitos establecidos en las [Evaluaciones de Impacto Ambiental y Social (EIAS)/Marcos de Gestión Ambiental, Social y Climática (MGASC) y/o Planes/Marcos de Acción de Reasentamiento (PAR/ MAR) y Planes de Gestión Ambiental, Social y Climática (PGASC) para proyectos de alto riesgo y EIAS abreviadas y/o PAR/MAR abreviados y PGASC para proyectos de riesgo sustancial y Planes de Consentimiento Libre, Previo e Informado (CLPI), Planes de Implementación CLPI, Planes para Pueblos Indígenas (PPI), Planes de Gestión de Plaguicidas, Planes de Gestión de Recursos Culturales y Planes de Hallazgos Casuales] (el (los) "Plan (es) de Gestión"), según corresponda, tomado(s) de conformidad con los requisitos de los PESAC y actualizado(s) periódicamente por el Fondo.

El Prestatario, a través del Organismo Responsable, no enmendará, variará ni renunciará a ninguna disposición de los PGASC ni del (los) Plan (es) de Gestión, a menos que el Fondo lo acuerde por escrito y si el Prestatario ha cumplido con los mismos requisitos aplicables a la adopción original de los PGASC y el (los) Plan (es) de Gestión.

2. El Prestatario no deberá, y hará que el Organismo Responsable, todos sus contratistas, sus subcontratistas y proveedores no comiencen la implementación de ninguna obra, a menos que todas las Personas Afectadas por el Proyecto hayan sido compensadas y/o reubicadas de acuerdo con el PAR específico/PAR abreviado, CLPI y/o el cronograma acordado de obras y compensaciones.

3. El Prestatario, a través del Organismo Responsable, divulgará los borradores y los informes finales de la EISA y todos los demás planes de gestión pertinentes con las partes interesadas del Proyecto en un lugar accesible en la zona afectada por el Proyecto, en una forma y un idioma comprensibles para las personas afectadas por el Proyecto y otras partes interesadas. La divulgación tendrá en cuenta cualquier necesidad de información específica de la comunidad (por ejemplo, cultura, discapacidad, alfabetización, movilidad o género).

4. El Prestatario garantizará o hará que el Organismo Responsable y las Partes del Proyecto garanticen que todos los documentos de licitación y contratos de bienes, obras y servicios contengan disposiciones que exijan que los contratistas, subcontratistas y proveedores cumplan en todo momento al llevar a cabo el Proyecto con los estándares, medidas y requisitos establecidos en los PESAC Edición 2021, los PGASC y el (los) Plan (es) de Gestión, si los hubiere.

5. Esta sección se aplica a cualquier evento que ocurra en relación con incidentes graves ambientales, sociales, de salud y seguridad (ESHS por su sigla en inglés) (como se define este término a continuación); cuestiones laborales o de poblaciones adyacentes durante la ejecución del Proyecto que, con respecto al Proyecto del FIDA:

- i. tenga un efecto material adverso directo o potencial;
- ii. haya atraído sustancialmente la atención adversa de partes externas o haya dado lugar a publicidad nacional negativa o informes de prensa nacional negativos; o
- iii. dé lugar a responsabilidades materiales potenciales.

En la ocurrencia de tal evento, el Prestatario, a través del Organismo Ejecutor, deberá:

- Notificar al FIDA prontamente;

- Brindar información sobre dichos riesgos, impactos y accidentes;
- Consultar con las partes afectadas por el Proyecto sobre cómo mitigar los riesgos e impactos;
- Llevar a cabo, según corresponda, evaluaciones adicionales y participación de las partes interesadas de acuerdo con los requisitos del PESAC; y
- Ajustar, según corresponda, el mecanismo de reclamación y compensación a nivel de Proyecto de acuerdo con los requisitos del PESAC;
- Proponer cambios, incluidas medidas correctivas al (los) Plan (es) de Gestión (si los hubiera), de conformidad con las conclusiones de dichas evaluaciones y consultas, para su aprobación por el FIDA.

Incidente grave de ESHS significa incidente grave, accidente, queja con respecto a problemas ambientales, sociales (incluidos laborales y comunitarios), de salud y seguridad (ESHS por su sigla en inglés) que ocurren en el préstamo o dentro las actividades del Prestatario. Los incidentes graves de ESHS pueden incluir incidentes de naturaleza (i) ambiental; (ii) ocupacional; o (iii) de salud y seguridad pública; o (iv) social, así como quejas y reclamos materiales dirigidos al Prestatario (por ejemplo cualquier explosión, derrame o accidente laboral que resulte en la muerte, lesiones graves o múltiples o contaminación ambiental material, accidentes de miembros de las comunidades públicas/locales, que resulten en la muerte o lesiones graves o múltiples, acoso sexual y violencia que involucre a la fuerza laboral del Proyecto o en relación con amenazas graves a la salud y seguridad públicas, compensación inadecuada por reasentamiento, alteraciones de los ecosistemas naturales, prácticas discriminatorias en la consulta y participación de las partes interesadas (incluyendo el derecho de los pueblos indígenas al consentimiento libre, previo e informado), cualquier denuncia que requiera la intervención de la policía u otras fuerzas del orden, como la muerte, la violencia sexual o el abuso infantil, que (i) tenga o pueda tener un efecto material adverso; o (ii) haya atraído o sea probable que atraiga una atención adversa sustancial de partes externas o (iii) haya creado atención negativa e informes de prensa/medios de comunicación adversos sustanciales; o (iv) dé o sea probable que dé lugar a potenciales responsabilidades materiales).

6. El Prestatario, a través del Organismo Responsable garantizará que las Partes del Proyecto, los contratistas, subcontratistas y proveedores se aseguren de que los procesos relevantes establecidos en los PESAC Edición 2021 y el (los) Plan (es) de Gestión (si hubiere) sean respetados.

7. Sin limitación a sus otras obligaciones de presentación de informes en virtud de este Acuerdo, el Prestatario, a través del Organismo Ejecutor, proporcionará al Fondo:

- Informes sobre el estado de cumplimiento de los estándares, medidas y requisitos establecidos en los PESAC Edición 2021, PGASC y los Plan(es) de Gestión (si lo hubiera) semestralmente - o con cualquier otra frecuencia que se acuerde con el Fondo;
- Informes de cualquier incidente y/accidente social, ambiental, de salud y seguridad que ocurra durante la etapa de diseño, implementación del Proyecto y proponga medidas correctivas. El Prestatario divulgará la información relevante de dichos informes a las personas afectadas inmediatamente después de la presentación de dichos informes; e
- Informes de cualquier incumplimiento de los estándares, medidas y requisitos establecidos los PESAC Edición 2021 y el (los) Plan (es) de Gestión (si lo hubiera) inmediatamente después de tener conocimiento de dicho incumplimiento.

8. En caso de contradicción/conflicto entre el (los) Plan (es) de Gestión, si lo hubiera, y el Convenio de Financiación, prevalecerá el Convenio de Financiación.

Logical framework

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
Alcance	1 Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Hombres - Hombres	0	22973	30946				
	Mujeres - Mujeres	0	21163	27910				
	Jóvenes - Jóvenes	0	10023	13627				
	Población indígena - Población indígena	0	2476	3497				
	Número total de personas que reciben servicios - Número de personas	0	44136	58856				
	1.b Estimación correspondiente del número total de miembros del hogar				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	97662	138752				
	1.a Número correspondiente de hogares beneficiarios a los que se ha prestado apoyo				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Hogares encabezados por mujeres - Hogares	0	11564	16450				
	Hogares no encabezados por mujeres - Hogares	0	12440	18238				
	Hogares - Hogares	0	24770	34688				

Meta Contribuir a la reducción de la pobreza, la generación de activos y la igualdad de oportunidades de los pequeños productores rurales, de los jóvenes y de las mujeres en condición de pobreza en la región norte central de Honduras	(IE) Familias de pequeños productores rurales en condición de pobreza que reportaron una reducción en la pobreza (monetaria)(ODS1) (PN,EJ)* 80%			Encuesta evaluación y encuesta de hogares (INE)	Inicio, Final	Evaluador externo	Continuo crecimiento económico del país. Ausencia de shocks económicos, sociales, sanitarios y climáticos no esperados.
	Households - Número	0	4424	8596			
	(IE) Familias de pequeños productores rurales en condición de pobreza y población rural en condición de vulnerabilidad que incrementan los activos en un 20% (ODS1) (PN,EJ, FVSP, FIG) *80%			Encuesta de evaluación de impactos-FIDA	Inicio, medio término y final	Evaluador Externo	
	Households - Número	0	9304	14700			

<p>Objetivo de desarrollo Mejorar los ingresos, la seguridad alimentaria y nutricional y la resiliencia al cambio climático de las familias de los pequeños productores rurales en condición de pobreza y población rural vulnerable, con el desarrollo de sistemas agroalimentarios sensibles a la nutrición y resilientes al cambio climático</p>	<p>(IE) Familias de pequeños productores rurales en condición de pobreza y otra población rural vulnerable que reducen la inseguridad alimentaria (PN, EJ, FVSP)*80%</p>			Household Food Insecurity Experience Scale (FIES) - FAO	Inicio, medio término y final	Evaluador externo	El país mantiene un crecimiento económico positivo y continuo. Ausencia de shocks económicos, sociales, sanitarios y climáticos que impacten de forma drástica al país. Las políticas sociales y agropecuarias del país continúan priorizando al pequeño productor y a la población rural más vulnerable. El nivel de seguridad y violencia en el país se mantiene en continua mejora.
	Households - Número	0	5224	9396			
	<p>1.2.9 Hogares cuyos conocimientos, actitudes y prácticas en materia de nutrición han mejorado (KAP)</p>				Encuesta COI	Inicio, medio término y final	Evaluador externo
	Hogares (número) - Hogares	0	5224	9396			
Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	80	80				

Miembros de los hogares - Número de personas	0	20896	37584				
(IE) Familias de pequeños productores rurales que incrementaron sus ingresos en un 25% (PN, EJ,FCR)* 80%				Encuesta	Inicio, medio término y final	Evaluador externo	
Hogares - Hogares	0	4592	8764				
Número de personas que han mejorado la resiliencia al cambio climático en un 25% (PN,EJ,MC, PSH,VSP)*80%				Metodología RMDT -FIDA	Inicio, medio término y final	Evaluador externo	
Personas - Número	0	8853	13706				
2.2.1 Personas con nuevos trabajos / oportunidades de empleo				Encuesta COI	Inicio, medio término y final	Evaluador externo	
Hombres - Hombres	0	594	972				
Mujeres - Mujeres	0	474	751				
Población indígena - Población indígena	0	50	78				
Jóvenes - Jóvenes		465	917				
Número total de personas con nuevos trabajos/oportunidades de empleo - Número de personas	0	1068	1723				
SF.2.1 Hogares satisfechos con los servicios apoyados por el proyecto				Encuesta COI	Inicio, medio término y final	Evaluador externo	
Miembros de los hogares - Número de personas	0	79266	111000				
Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	80	80				
Hogares (número) - Hogares	0	19817	27750				
SF.2.2 Hogares que declaran que pueden influir en la toma de decisiones de las autoridades locales y de los proveedores de servicios apoyados por el proyecto				Encuesta COI	Inicio, medio término y final	Evaluador externo	

	Miembros de los hogares - Número de personas	0	22032	38947				
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	80	80				
	Hogares (número) - Hogares	0	5508	9737				
Efecto directo 1.1 Las familias de los pequeños productores rurales en condición de pobreza y sus organizaciones mejoran sus sistemas agroalimentarios para que sean sensibles a nutrición, sostenibles y competitivos	1.2.2 Hogares que declaran haber adoptado prácticas, tecnologías o insumos nuevos o mejorados				Encuesta COI	Inicio, medio término y final	Evaluador externo	Empresas comerciales realizan acuerdos comerciales con las organizaciones
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	17696	34384				
	Hogares - Porcentaje (%)	0	80	80				
	Hogares - Hogares	0	4424	8596				
	I.E - Pequeños productores rurales en condición de pobreza que incrementan su productividad de un 25%.				Encuesta	Inicio, medio término y final	Evaluador externo	
	Total - Número	0	4424	8596				
	Hombres - Número	0	2629	5372				
	Mujeres - Número	0	1795	3704				
	Jóvenes (PN) - Número	0	1744	3235				
	Jóvenes (EJ) - Número	0	252	252				
Población indígena - Número	0	209	454					
2.2.5 Organizaciones de productores rurales que señalan un aumento de las ventas				Encuesta COI	Inicio, medio término y final	Evaluador externo		

	Porcentaje de organizaciones de productores rurales - Porcentaje (%)	0	0	0				
	Número de organizaciones de productores rurales - Organización	0	196	308				
Producto 1.1.1 Pequeños productores rurales y sus organizaciones fortalecidas (inversiones y capacitación)	(IE) Organizaciones de pequeños productores en condición de pobreza implementan PN/PF (100%), según tipo de organización				Registro Sistema S&E	Anualmente	UEP	Existen políticas que favorecen el cambio de sistemas convencionales a sistemas agroalimentarios sostenibles
	Total OPP - Número	0	140	280				
	Avanzada - Número	0	28	56				
	Consolidada - Número	0	42	84				
	Básica - Número	0	42	84				
	Incipiente - Número	0	28	56				
	Total EJ - Número	0	105	105				
	(IE) Pequeños productores rurales en condición de pobreza que transitan a sistemas agroalimentarios sensibles a nutrición y sostenibles (PN x80%)				Evaluación	Inicio, medio término, final	UGP	
	Total - Número	0	5215	10430				
	Hombres - Número	0	3129	6258				
	Mujeres - Número	0	2086	4172				
	Jóvenes - Número	0	1565	3129				
	Población indígena - Número	0	261	522				

Efecto directo 1.2. Familias de pequeños productores y la población rural vulnerable mejoran sus capacidades para la reducción de riesgos de desastres, CC e inseguridad hídrica	(IE) Familias de PP en condición de pobreza y población rural vulnerable que reportan cuentan con capacidades mejoradas para la GRD, CC e inseguridad hídrica (PN,EJ, FIG,VSP,PMCX)*80%			Encuesta	Inicio, medio término y final	Evaluador Externo	Instituciones vinculadas con la GRD, ACC y seguridad hídrica a nivel nacional y local participan y acompañan las acciones
	Total familias de PP productores - Número	0	4424	8596			
	Total Familias población rural vulnerable - Número	0	5164	6445			
	Total de hogares - Número	0	9588	15041			
Producto 1.2.1 Inversiones en infraestructura gris y reducción de riesgos de desastres	(IE) Infraestructura relacionada con el agua potable y el saneamiento construida/rehabilitada			Reportes de S&E	Anual	UGP	
	Pozos de agua familiar por municipio - Número	0	45	63			
	Pozos hidromecánicos/ sistema agua potable por mancomunidad - Número	0	6	6			
	Sistema agua potable por mancomunidad - Número	0	3	3			
	Sistema de tratamiento / desinfección agua - Número	0	40	42			

	Obras protección de caminos y estabilización de laderas - Número	0	3	3				
	Sistema de aguas seguras/riego/caudal - Número	0	5	5				
	Familias de productores con equipos de riego - Número	0	210	210				
	Reestructuración de ecosistemas para la reducción de riesgos de desastres				Evaluación	Inicio, medio término y final	UGP	
	Hectáreas restauradas para la reducción de riesgos de desastres - Superficie (ha)	0	100	200				
Producto 1.2.2 Inversiones en gestión de microcuencas e infraestructura verde	(IE) Planes de manejo de microcuencas implementados				Registro de S&E	Anual	UGP	
	Planes de manejo - Número	0	5	6				
	(IE) Provisión de servicios hidrológicos				Registro Sistema S&E	Anual	UGP	
	Número de hectáreas conservadas - Superficie (ha)	0	50	100				
Efecto directo 1.3 Familias de pequeños productores	(IE) Familias de población rural vulnerables que reportan han mejorado condiciones higiénico sanitarias de sus hogares para la SAN				Encuesta	Inicio, medio término y final	Evaluador Externo	

y población rural vulnerables con condiciones mejoradas de SAN, rehabilitación de condiciones higiénico-sanitarias de los hogares y producción de autoconsumo	Total de hogares - Número	0	750	1000				
Producto 1.3.1 Inversiones en rehabilitación de condiciones higiénico sanitarias de hogares para mejorar la seguridad alimentaria y nutricional	(IE) Hogares que rehabilitaron condiciones higiénico-sanitarias para mejorar SAN				Registro Sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Hogares con mejoras - Número	0	750	1000				
	Hogares con sistemas de cosecha de agua - Número	0	375	500				
	Hogares con unidades de producción agrícola y pecuaria - Número	0	375	500				
	(IE) Familias de población rural capacitados en género, juventud, inclusión social				Registros sistema de S&E	Anual	UGP	
	Familias de PP rurales con PN /EJ - Número	0	5530	10745				
	Familias de población rural vulnerable - Número	0	1000	1000				
Producto 1.3.2 Capacitación en bioseguridad y alimentación saludable	(IE) Familias de pequeños productores rurales en condición de pobreza y la población rural capacitados en bioseguridad y alimentación sostenible				Registros sistema de S&E	Anual	UGP	
	Familias de PP en condición de pobreza (PN) - Número	0	5530	10745				
	Familias de escuelas beneficiadas - Número	0	1000	1000				

	Familias de población rural vulnerable (VSP) - Número	0	750	1000				
Producto 1.3.3 Capacitación en gestión de riesgos del clima	3.1.2 Personas a quienes se prestan servicios de información sobre el clima				Registros sistema de S&E	Anual	UGP	
	Hombres - Hombres	0	3129	6258				
	Mujeres - Mujeres	0	2086	4172				
	Jóvenes - Jóvenes	0	1565	3129				
	Población indígena - Población indígena	0	261	522				
	Personas provistas de servicios de información climática - Número de personas	0	5215	10430				
	3.1.1 Grupos que reciben apoyo para gestionar de manera sostenible los recursos naturales y los riesgos relacionados con el clima							
	Tamaño de los grupos - Número de personas	0	5040	9703				
	Grupos que reciben apoyo - Grupos	0	511	623				
	Hombres - Hombres	0	3317	6416				
Mujeres - Mujeres	0	1723	3287					
Jóvenes - Jóvenes	0	1880	3444					
Población indígena - Población indígena	0	261	522					
Efecto directo 1.4 Los jóvenes rurales mejoran sus capacidades para el empleo	(IE) Jóvenes rurales con capacidades mejoradas para el emprendedurismo y el empleo				Encuesta	Inicio, medio término y final	Evaluador Externo	Personas jóvenes con disposición a invertir y formarse y no a migrar
	Total - Número	0	492	732				
	Mujeres - Número	0	246	366				
	Hombres - Número	0	246	366				

Producto 1.4.1 Programas de capacitación para el empleo de jóvenes	(IE) Jóvenes participando en programas de capacitación para el empleo			Registro sistema S&E	Anual	UGP	
	Males - Número	0	0	300			
	Females - Número	0	0	300			
	Total - Número	0	0	600			
Producto 1 - Personas apoyados para mejorar su estado nutricional (se vincula a OD)	1.1.8 Hogares que recibieron apoyo específico para mejorar su estado nutricional			Registro Sistema S&E	Anualmente	UEP	Familias asisten a capacitaciones y/o talleres sobre nutrición
	Número de personas que participan - Número de personas	0	12656	18375			
	Hombres - Hombres	0	6857	10307			
	Mujeres - Mujeres	0	5799	8068			
	Hogares - Hogares	0	11880	19375			
	Miembros de los hogares beneficiados - Número de personas	0	47520	73500			
	Población indígena - Población indígena	0	594	919			
	Jóvenes - Jóvenes	0	6857	5123			
Efecto directo 2.1 Instituciones públicas y privadas fortalecen sus capacidades para la gestión territorial de SAN y CC	(IE) Instituciones públicas y privadas fortalecidas para la prestación de servicios en SAN y riesgos del cambio climático			Encuesta	Inicio, medio término y final	Evaluador Externo	
	Instituciones gubernamentales impactadas (SAN/UTSAN/UAP; SERNA; ICF; SED; SESAL; IHMA) - Número	0	6	6			
	Gobiernos municipales - Número	0	21	21			

	Mancomunidades - Número	0	3	3				
	Escuelas - Número	0	42	42				
	Mesas Regionales Municipales - Número	0	2	2				
	Centros de Salud - Número	0	63	63				
Producto 2.1.1 Inversiones y capacitación institucional para apoyo a la SAN	(IE) Escuelas con infraestructura construida/rehabilitada para atención de dieta de estudiantes				Registro Sistema S&E	Anual	UGP	SED y gobiernos municipales participan en la mejora de la infraestructura
	Total - Número	0	22	42				
	(IE) Personal de instituciones (locales, nacionales, proyecto) capacitado en SAN				Registro Sistema S&E	Anual	UGP	
	Beneficiarios programa de capacitación en vigilancia nutricional sector salud - Número	0	315	315				
	Beneficiarios programa de capacitación en nutrición/lactancia materna - Número	0	315	315				
	Beneficiarios programa planificación municipal en SAN - Número	0	126	126				

	Beneficiarios programa educación alimentaria para docentes - Número	0	1000	1000				
Producto 2.1.2 Inversiones y capacitación institucional para apoyo a la gestión de riesgos del cambio climático y de desastres	(IE) Inversiones y capacitaciones institucionales para CC y RRD realizadas				Registro Sistema S&E	Anual	UGP	
	Equipamiento de estaciones metereológicas municipales - Número	0	21	21				
	Personas locales formados en agrometeorología - Número	0	50	100				
	Técnicos formados en medidas de ACC (50% mujeres) - Número	0	100	100				
	Técnicos formación en EGI (50% mujeres) - Número	0	100	100				
	Sistemas de apoyo al CC y recursos naturales diseñados/funcionando (ACC; alerta) - Número	0	2	2				
Producto 2.1.3 Inversiones institucionales de apoyo a la producción (TIC4D)	(IE) Sistemas de información de apoyo a producción diseñados y/o operando (AT y trazabilidad)				Registro Sistema S&E	Anual	UGP	
	Total - Número	0	2	2				
Efecto directo 2.2 Familias de PP y	(IE) Familias de PP y poblacion rural que acceden a servicios financieros				Registro Sistema S&E	Anual	UGP	

población rural acceden a servicios financieros y no financieros	Total - Número	0	10112	11676				
Producto 2.2.1 Personas de las zonas rurales capacitadas en servicios financieros	1.1.7 Personas de las zonas rurales capacitadas en alfabetización financiera o en el uso de productos y servicios financieros, o en ambos				Registro Sistema S&E	Anual	UGP	
	Hombres - Hombres	0	20372	23501				
	Mujeres - Mujeres	0	18659	20745				
	Jóvenes - Jóvenes	0	9250	10814				
	Población indígena - Población indígena	0	1952	2212				
	Personas de las zonas rurales capacitadas en alfabetización financiera o en el uso de productos y servicios financieros, o en ambos - Número de personas	0	39031	44246				
Efecto directo 2.3 Organizaciones de PP fortalecidas en servicios de comercialización	(IE) Pequeños productores rurales en condición de pobreza que diversifican canales de comercialización				Registro Sistema S&E	Anual	UGP	
	Total - Número	0	5159	10318				
	Pequeños productores cuentas con Plan de negocio - Número	0	2608	5215				
	Pequeños productores sin Plan de Negocio - Número	0	2552	5103				
Producto 2.3.1 Inversiones en comercialización	(IE) Inversiones en sistemas de comercialización				Registro Sistema S&E	Anual	UGP	
	Sistema regional y centro de acopio de granos básicos rehabilitado - Número	0	3	3				

	Mercados construidos - Número	0	5	5				
	Soluciones de canales de comercializacion operando - Número	0	5	5				

Integrated project risk matrix

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
Country context	Moderate	Moderate
Political commitment	Moderate	Moderate
Risk(s): There is currently a high political commitment to the Project, and there is a risk of delay in the approval and implementation of the Project due to changes in authorities (presidential elections in November 2025).		
Mitigations: IFAD maintains a constant dialogue with government authorities (central and local) and other stakeholders (producers' organizations, civil society, NGOs, academia, cooperants), to socialize and position the project, based on national policies and international agendas, which emphasize the role of agri-food systems in boosting the local economy and addressing the effects of adverse weather conditions.		
Governance	Moderate	Moderate
Risk(s): The management of public institutions may be affected by political conflicts (change of government, strikes, protests), which limits governance and articulation between government institutions at different levels, affecting project implementation (mobilization, response times).		
Mitigations: The active role of the Steering Committee to ensure transparent and effective project management. The PMU maintains a broad base of participation with institutions and spaces for dialogue at the local and national levels, with the aim of promoting and supporting exchanges among the various stakeholders. Optimal functioning of the project's physical and financial monitoring system for transparency and accountability. Establishment of a project complaints and grievance mechanism.		
Macroeconomic	Moderate	Moderate
Risk(s): An economic slowdown in 2023 may affect Honduras' debt status. Economy vulnerable to external and internal shocks (high fiscal deficit, tax policy under review, informal employment/unemployment, external indebtedness, etc.) that could affect the national counterpart contribution and poverty reduction.		
Mitigations: Follow-up on macroeconomic policies for joint decision making with the Government on the impact on project implementation.		
Fragility and security	Substantial	Substantial
Risk(s): The country is currently in a social crisis due to problems with organized crime and corruption. The state of emergency in several districts of the capital and other districts in more than 70 municipalities does not yet affect the project area, which should be monitored in the future for the possibility of limiting project activities. Natural disasters (e.g. IOTA, ETA), forest fires and other natural phenomena affect the project area on a cyclical basis, which could have a negative impact on the activities of the producers and their sustainability.		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
Mitigations: Coordination at the territorial level, with local structures (institutional and civil society) for social, environmental-climatic and security emergencies, for the planning and implementation of preventive and risk mitigation measures. Coordination at the national level (COPECO/CENAOS, the Climate Change Unit/SAG, ICF and others) of recommendations and action measures in the event of possible changes that could jeopardize the safety of the project team and users, affecting project activities. Communication with cooperation agencies with actions in the territory, to exchange information for risk management.		
Sector strategies and policies	Moderate	Moderate
Policy alignment	Moderate	Moderate
Risk(s): In general, the agricultural and rural sector policy framework favors the target group. The main problem is the limited implementation of policies (e.g., water use, environmental inspection and licensing), which may affect the implementation of risk management and natural resource management measures from the project. In the case of land tenure policies, there is a regulatory framework that needs to be updated, in addition to the delays in the legalization and land purchase processes.		
Mitigations: The project will make investments with organizations and families with land (legal or in the process of legalization), and with some system of leasing or long-term land transfer (e.g. commodatum).		
Policy development & implementation	Moderate	Moderate
Risk(s): Political bias from the central and local level; as well as limited resources for policy formulation and implementation may affect the target group and cause loss of project relevance.		
Mitigations: The proper functioning of the Project Steering Committee ensures political commitment and follow-up on project relevance. IFAD maintains constant monitoring of the project's policy framework as part of supervision missions and evaluations. The project maintains greater coordination between central level institutions (SEDESOL) and local governments through the sectoral roundtables in the territory and AMHON.		
Environment and climate context	Substantial	Substantial
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Moderate
Risk(s): It is possible that project activities could lead to the acquisition and release of agrochemicals (fertilizers, pesticides and herbicides) to be applied in the agricultural production units, which could generate contamination in soil and surface and groundwater, which could increase the vulnerability of the project's agrifood systems and the ecosystem services on which the families of small producers and the associations of which they are a part depend. The project could lead to a moderate demand for water consumption for agricultural and/or livestock activities, which could generate a pressure factor on surface and groundwater.		
Mitigations: The project design includes: the production of bio-inputs based on agroecological techniques; the implementation of		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
<p>good agrochemical management practices; and the purchase of agrochemicals that are prohibited by current national legislation and international treaties signed by Honduras will not be financed. To reduce the risk of overexploitation of surface water, hydrological studies will be conducted at the microbasin level and will be complemented with the use of technologies for efficient water use (infiltration, water recharge, irrigation, and rainwater harvesting systems).</p> <p>These mitigation measures will be incorporated into the Environmental, Climate and Social Management Plan (ESCMP), which will be the main instrument for monitoring their implementation and evaluating whether they are contributing to risk reduction.</p>		
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Substantial
<p>Risk(s): The impacts caused by tropical storms and depressions, hurricanes and droughts generate damage and losses in food production among small agricultural and non-agricultural producers, with the subsequent loss and reduction in income generation. The factors that affect the vulnerability of small producers and their production units to such climatic events are low adaptive and disaster risk reduction (DRR) capacities.</p>		
<p>Mitigations: Reduce vulnerability through: (i) construction or rehabilitation of productive agricultural/livestock infrastructure (primary production units and storage and processing centers); (ii) protect, rehabilitate or conserve natural resources at the landscape level through practices or technologies applying the Nature-based Solutions (NBS) approach; and (iii) strengthen the knowledge and skills of small producers on climate change and DRR.</p> <p>The ESCMP incorporates these mitigation measures and is the main instrument for monitoring their implementation and assessing whether they are contributing to maintaining or reducing risks.</p>		
Project scope	Low	Low
Project relevance	Low	Low
<p>Risk(s): Project objectives and interventions are fully aligned with IFAD and country development priorities, and respond to the needs and priorities of the target group, so the risks associated with low relevance are low.</p>		
<p>Mitigations: The project has been aligned with relevant long-term policies, which are in force and followed by the SAG (e.g. Long-term National Food and Nutrition Security Policy (PSAN), National Food and Nutrition Security Strategy (ENSAN): Pyensan 2030, Country Vision 2010-2038 and National Plan 2010-2022 of Honduras), as well as with the National Strategic Opportunities Program of the Republic of Honduras (COSOP 2020-25).</p>		
Technical soundness	Low	Low
<p>Risk(s): IFAD's focal areas represent priority areas for work in agrifood systems. The selected municipalities provide conditions for implementation, the target group is clearly defined and the activities can be implemented; as well as guaranteeing the sustainability of the planned actions. The design was carried out in a participatory manner, with the support of government specialists in FNS, CC, agrifood systems and marketing, reflecting</p>		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
national conditions and taking into account the needs, opportunities and comparative advantages of the implementing partners.		
Mitigations: Strict application of geographic and social targeting strategies by the project. Follow up on the geographic and social targeting and intervention strategies by IFAD and UAP.		
Institutional capacity for implementation and sustainability	Substantial	Substantial
Implementation arrangements	Substantial	Substantial
Risk(s): The SAG has been an executing agency for IFAD projects in the country and since 2014 it has had a Project Management Unit (UAP), which needs to capitalize on the lessons learned over the years in the implementation of international cooperation projects to improve efficiency and the achievement of objectives.		
Mitigations: The strengthening of SAG in administrative, financial and follow-up management, in accordance with the characteristics of IFAD-financed projects, will reduce risks regarding implementation mechanisms. Likewise, joint IFAD-SAG/UAP participation in monitoring and supervision will favor the implementation of the planned execution mechanisms.		
M&E arrangements	Moderate	Moderate
Risk(s): Monitoring and evaluation has been one of the limitations that have impacted previous projects. There have been no functional systems in the PMU to provide timely and reliable information for decision making. In addition, a culture of SE has not been fostered, there is no digitalization of instruments for information gathering, analysis, presentation and dissemination of results.		
Mitigations: Ensure that the project develops adequate M&E tools from the outset (M&E plan, indicator system, AOP, etc.). Promote South-South and triangular cooperation to take advantage of the experiences of other IFAD projects (Colombia) in the development of M&E information systems. Encourage the use of digitized M&E tools for information gathering, as well as the use of open source software for analysis and dissemination of results. Define (MOP) clear roles of the PMU M&E team in M&E and SAG/UAP, promoting complementary and effective roles. Train PMU staff in M&E.		
Procurement	Moderate	Moderate
Legal and regulatory framework	Moderate	Moderate
Risk(s): Project procurement may be impacted by provisions that are not clearly defined in the law and its regulations regarding precise deadlines for submitting and opening bids, challenge and grievance procedures, anti-corruption, and environmental and social risk management. The institutions executing projects financed with bilateral and multilateral resources have mitigated these risks by applying the funder's regulations, an aspect contemplated in national legislation, which establishes that the provisions agreed upon with international financing agencies prevail over national ones.		
Mitigations: The legal framework lacks a procurement manual that organizes and regulates procurement procedures and establishes clear and specific provisions for the entire		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
procurement process, including challenges and complaints. Procurement management will be strengthened by: 1. Establishing the use of IFAD regulations and its standardized documents for Project procurement; 2. Training and accompanying Project procurement staff in the application of IFAD's procurement rules, systems, documents and tools; and 3. 3. For procurement by beneficiary organizations, the Project will provide training and support to the organizations and will develop an Operational Manual for the Organizations, which will include procurement management, taking into account IFAD regulations.		
Accountability and transparency	Moderate	Moderate
Risk(s): Accountability, transparency and oversight provisions are partially sufficient to safeguard the integrity of procurement and contracting and compliance with project contracts, which may result in procurement and contracting of goods and services without regard to time, cost and quality requirements.		
Mitigations: (i) Establish the use of IFAD's regulations and standardized documents for project procurement, as well as the use of IFAD's corporate systems for planning processes and contract administration, which include FIRCO verification in their automated procedures. (ii) The project will promote respect for probity provisions including proper planning and execution of procurement activities, preferential use of public competitive processes and full publication of the results of claims. (iii) The IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in IFAD's Activities and Operations, and the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment and Sexual Exploitation and Abuse will be shared with the team at the Project Inception Workshop. (iv) Ensure that the organizational and project MOP and procurement documents include IFAD's anti-harassment, abuse and fraud policies and grievance handling provisions.		
Capability in public procurement	Low	Low
Risk(s): In general, the implementing agency has sound procedures, systems and personnel for contract administration and management. Some capacity building may be required for the preparation, evaluation and supervision of construction or market improvement work processes.		
Mitigations: Contracting of specific consultancies to support activities related to the evaluation and supervision of works.		
Public procurement processes	Low	Low
Risk(s): The procurement methods and procedures practiced by the implementing agency are perceived to be sound. The combination of international and national procurement regulations may cause delays in the execution of procurement processes.		
Mitigations: Strict application of IFAD's procurement regulations by the implementing agency, clearly developing in the MOP the specific procedures to be followed.		
Financial management	Substantial	Substantial
Organization and staffing	Moderate	Moderate

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
<p>Risk(s): The Secretariat of Agriculture and Livestock (SAG) of Honduras has fiduciary responsibility through a Project Administration Unit (UAP/SAG) dedicated to the administration of externally financed projects. Project implementation will be delegated to a Project Management Unit (PMU), which will be responsible for direct execution in the project areas, in coordination with the UAP/SAG.</p> <p>The PMU/SAG has experienced financial and administrative staff, who have participated in the implementation of other IFAD projects in Honduras. It currently has an Administrative Financial Coordinator, an Accountant and an Accounting Assistant based at the UAP/SAG offices in Honduras. All of them are currently under contract and provide services to IFAD projects and those of other financing agencies.</p> <p>The project considers the creation of a dedicated PMU located in the field, which will be staffed by a Financial Officer and a Financial Quality Technician. The Financial Officer will be in charge of the execution of all financial and administrative processes and will report directly to the Administrative Financial Coordinator of the PMU/SAG. The Financial Quality Technician will be an independent specialist to perform periodic analysis of the project's internal control in order to strengthen the project's internal control system and take corrective actions in case of significant deviations. The TOR and selection process must be approved by IFAD. A professional with training and experience in the field of auditing will be required and will report directly to the UAP Director, SAG and the financier.</p> <p>Finally, coordination between the UAP/SAG and UEP must be carefully defined during the start up mission to avoid duplication of work and ensure streamlined processing. Internal control processes should be reviewed and simplified to ensure effective management and reporting of resources transferred to the organizations.</p>		
<p>Mitigations: Draft TORs for financial personnel in accordance with Decree No. 19 of 1993. Also, encourage adherence to mandatory continuing professional development (CPD) requirements. (30/Sep/2023)</p> <p>Provide training on IFAD Policy on Fraud and Corruption Prevention during the INNOVA-SAN start-up workshop. (TBD)</p>		
Budgeting	Substantial	Substantial
<p>Risk(s): Based on portfolio experience, the annual budget is considered realistic and is prepared on time. The Project budget is processed within the government budget process that is submitted for approval by the Ministry of Finance and the Congress of the Republic.</p> <p>However, the requirement for national counterpart contributions has proven to be an obstacle in the portfolio, particularly to finance start-up costs during implementation and to ensure the availability of funds to cover co-financing commitments during execution. In addition, there is currently no firm commitment from the government on the amount of the national counterpart.</p>		
<p>Mitigations: Program included in the borrower's general budget for the first year of operation (Include explicit mention of the total amount of national counterpart after MEFP letter of agreement).</p>		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
Funds flow/disbursement arrangements	Substantial	Substantial
<p>Risk(s): The cash flow arrangement is considered complex, given the financial structure of the project. IFAD will manage resources from both the GAFSP cofinancier and OPEC. The main aspects will be described in the Financial Management Financial Control Arrangements Letter (FMFCL). Disbursements will be made to designated Project accounts specific to each financier under the advance of funds modality and no direct payment modality is foreseen.</p> <p>The Project shall establish arrangements for reporting execution by each financing source. The resources received in the Designated Account will be transferred to an operating passbook of the Integrated Financial Administration System - SIAFI in local currency at the time of each payment (See flow of funds diagram).</p> <p>Regarding the disbursement profile of the project, the preliminary agreement with OFID foresees that the operating costs will be distributed proportionally to each party's contribution. The same criterion has been used for the operating costs to be covered by GAFSP.</p>		
Mitigations: Include guidance for recording in-kind and cash contributions in the MOP.		
Internal controls	High	High
<p>Risk(s): SAG has an Internal Audit unit in charge of improving the entity's operations, evaluating and optimizing the effectiveness of management and internal control processes and guaranteeing the objectivity of its conclusions and recommendations. This unit depends on guidelines given by the Superior Court of Accounts, in accordance with the Organic Law of the TSC and the Regulations of the Organic Law of the Superior Court of Accounts.</p> <p>According to the regulatory framework, the SAG's Internal Audit Unit is responsible for the ex-post auditing of funds, assets and resources administered by the branches of government, decentralized and deconcentrated institutions, including projects financed by IFAD. The regulation establishes that the entire project execution period must be audited, even though these audits are not carried out on a systematic annual basis.</p> <p>However, it was noted that the unit does not have the necessary institutional capacity. Although it is hoped that this situation can be reversed, there is a lack of institutional capacity. On the other hand, there is a considerable delay in the disclosure of these reports, which are published on the TSC's web page only after the latter has reviewed and approved them.</p> <p>It is considered necessary to strengthen the internal control of the project given its size and characteristics.</p>		
Mitigations: A clause will be included in the FA stating that the internal audit unit must conduct annual reviews, in its capacity as a passive subject according to the Organic Law of the TSC. Include TOR in the MOP detailing the functions of the "Financial Quality Officer". This will be an independent specialist to perform periodic analysis of the project's internal control to help strengthen the project's internal control system and take corrective actions in the event that significant deviations are identified. The TOR and selection process must be approved by IFAD. A professional with training, capacity and experience in the		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
field of auditing will be required to ensure independent work, reporting directly to the UAP Director, SAG and the financier.		
Accounting and financial reporting	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): UAP/SAG will carry out the Project's financial processes and records through SIAFI, which is the integrated financial administration system. SIAFI is composed of the budget, human resources, treasury, accounting, asset management and UEPEX subsystems. The UEPEX is a module of SIAFI, exclusively used for the administration of externally financed agreements. Its main objective is to facilitate the administration and recording of income and expenditures carried out by the Project Executing Units, identified as Administrative Management Units of the UAP type. The UEPEX enables the generation of financial reports for the preparation of disbursement requests according to IFAD standards, as well as the preparation of annual financial statements.</p> <p>The project's accounting assistant located in the PMU must have a password to access the SIAFI system in order to ensure the uploading of information from headquarters.</p>		
<p>Mitigations: The project's MOP must detail the adoption of IPSAS Cash Basis international accounting standards. The project's financial statements shall include special mention of international standards.</p> <p>The project's MOP should detail the policies and procedures for the retention and custody of all project accounting and supporting documents. Also include policies for access to physical and digital archives.</p>		
External audit	High	Substantial
<p>Risk(s): The financial statements are audited by external auditors. In the past there have been significant delays in the submission of the audit report. Accounting standards do not meet IFAD requirements. An action plan is in place with UEP to ensure full compliance with international standards for the FY 2022 audit report (not yet submitted to IFAD as of the date of the mission). A migration from private to public audit is expected. Audits will be carried out by the Superior Tribunal of Accounts through the Department of Audits of Projects and Programs Financed with Funds from International Organizations (DAPOI).</p>		
<p>Mitigations: A clause will be included in the AF stating that external audits will be carried out by the TSC through the Department of Audits of Projects and Programs Financed with Funds from International Organizations (DAPOI).</p>		
Environment, social and climate impact	Moderate	Moderate
Biodiversity conservation	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): The project works in areas that are of moderate environmental sensitivity due to the presence of protected areas, where poor agricultural and non-agricultural practices exert constant pressure on biodiversity, with emphasis on forest species contained in the forests and the hydrological ecosystem services on which ecosystems, rural families and primary production systems depend.</p>		
<p>Mitigations: To maintain the risk at a moderate level or reduce it to low, the mitigation measures are: (1) exclusion of the core</p>		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
<p>areas of protected areas for any type of investment; (ii) are eligible areas for investment in the buffer zones of protected areas, as long as they have a management plan and the project activities comply with the objectives, scope or focus of the strategic lines and/or activities of said plan; and (iii) in buffer zones implement landscape restoration activities, through practices or technologies applying the BNS approach.</p> <p>The ESCMP incorporates these mitigation measures and is the main instrument for monitoring their implementation and evaluating whether they are contributing to maintaining or reducing risks.</p>		
Resource efficiency and pollution prevention	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): The main sources of air pollutants are forest fires (carbon dioxide emissions), livestock activities (methane), and agricultural activities (carbon dioxide, methane, and nitrous oxide). For surface and subway water resources, the contaminating sources come from agricultural activities (use of agrochemicals and waste); solid and liquid waste from production and household activities; household wastewater (urban and rural); and open-air fecal disposal. This generates respiratory and gastrointestinal health problems for the population and reduces access to and availability of water for consumption by the population and for agricultural and livestock production.</p>		
<p>Mitigations: Through landscape restoration practices (firebreaks), the area that could be affected by forest fires will be reduced; through agroecological production practices, agricultural emissions will be reduced; water source protection, water purification and latrine construction will reduce water pollution; and wastewater treatment and waste management in business plans.</p> <p>As a preventive measure, a prohibition will be established as part of the procurement process, stating that the purchase of agrochemicals that are prohibited by current national legislation, as well as international treaties signed by Honduras in this area, will not be financed.</p> <p>The ESCMP incorporates these mitigation measures and is the main instrument for monitoring their implementation and evaluating whether they are contributing to maintaining or reducing risks.</p>		
Cultural heritage	Low	Low
<p>Risk(s): There are no cultural or physical attributes of historical or religious importance in the project area. With respect to natural heritage, there are protected natural areas that contain values of conservation interest, where the main threats are poor agricultural and livestock practices that exert pressure on these sites. The project's productive investment activities will be carried out on land that is currently used for agriculture and livestock or on land that has a natural vocation for the development of these activities, thus reducing the risk of damage or damage to cultural heritage, should this occur.</p>		
<p>Mitigations: IFAD Supervision Missions will verify that the project is not negatively affecting natural, cultural, physical, historical or religious resources or attributes that may be found at any given time in the specific areas where investments will be made. In the event that the existence of the aforementioned resources or</p>		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
attributes is identified, the procedures established in Standard 3 Cultural Heritage defined in the SECAP guidelines version 2021 will be followed and integrated into the project's ESMCP.		
Indigenous peoples	Moderate	Moderate
Risk(s): In the project area there is a low population concentration of indigenous peoples (3.6per cent), mostly Toluapán, who are concentrated in 10 municipalities. In some groups there are unresolved land conflicts, and there is no autonomous territorial system. There is a risk that the community dynamics do not facilitate the inclusion of Indigenous Peoples in its implementation.		
Mitigations: From the beginning of the project, a Free, Prior and Informed Consultation must be carried out with IP leaders, according to the SECAP mandate and international agreements ratified by the State, to define lines aimed at their inclusion. A goal will be incorporated according to the presence in the intervention area of 5per cent, and their registration in the M&E system will be included (to support visibility and to provide new data). FPIC will also ensure that the lines of productive inclusion do not cause negative impacts at the social level, or the loss of cultural and historical resources, and facilitate the recovery of ancestral practices and knowledge where they appear at the initiative of the IPs. IFAD will provide support for awareness raising and training on IP issues.		
Community health and safety	Moderate	Moderate
Risk(s): The productive transformation activities of agrifood systems could involve the exposure of families to the use of agrochemicals, affecting public health. Food preparation training workshops for PNAE parents, families and POs may expose participants to waterborne diseases and/or foodborne diseases during their delivery. In addition, trainings in knowledge, skills, practices in food and nutrition may contain information that is not compatible with the reality of the food environment, physical access to food or food culture of the population. In the construction or rehabilitation of physical infrastructure for the commercialization of component 2, there may be a risk of occupational accidents for workers at the construction site. Gender-based violence to which rural women are exposed at home and/or in their work environments may condition or exclude their participation in the project.		
Mitigations: (i) Financing will not be granted for the purchase of chemical substances that are highly toxic or hazardous to human health, biodiversity and the environment (water and soil), as well as those that are prohibited according to national legislation and international treaties or agreements signed by the country. The application of good agricultural practices in the handling of permitted and unrestricted agrochemical-based substances will be sought for the acquisition, transportation, storage, application, handling of containers, recovery, final disposal of leftover waste and containers; as well as cleaning of the equipment/adaptments used.		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
<p>(ii) Training will include safe water sources, hand washing of participants, and hygiene and safety measures for safe food handling. In addition, the workshops will be designed so that the information is relevant to the local reality and accessibility of the populations.</p> <p>(iii) The project will implement safety measures in the construction area such as personal protective equipment, safety zone signage to protect the community, and regular inspections to ensure that the construction site complies with health and safety standards. Protocols will be established for proper waste and wastewater management to prevent the accumulation of stagnant water and the spread of disease.</p> <p>(iv) The project will integrate gender mainstreaming into all project activities, from planning to implementation and monitoring. In addition, the impact on women's participation and safety in the project will be monitored. Necessary measures will be taken to ensure that planned activities encourage women's participation (e.g. flexible schedules).</p> <p>The ESCMP is the main instrument for monitoring implementation and assessing whether mitigation measures are contributing to lowering the level of risk.</p>		
Labour and working conditions	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): There are cultural factors that limit the exclusion of women in organizations and productive spaces in general. In family agriculture, minors often have roles in the production process which, without adequate institutional support, could lead to activities and responsibilities that are not appropriate for their age.</p> <p>Poverty and low schooling lead young people to engage in productive activities outside the home, under conditions of payment that are below the legal minimum wage.</p>		
<p>Mitigations: The design and implementation of a Gender and Inclusion strategy, including awareness-raising activities, reduction of the workload, and productive inclusion mechanisms to facilitate the achievement of goals for women and youth. This may include actions such as: the "Closing Gaps" tool for productive inclusion, gender awareness workshops, strengthening their organizational, administrative and operational capacities linked to agri-food initiatives, earmarking specific investments for women for the development of productive or agri-food initiatives, etc.</p> <p>All actions carried out within the framework of the project, and by all its actors (PMU, Ministry, Organizations, Beneficiaries, Service Providers) must remain within the margin of ratified national and international agreements, which limit the activities of minors in labor: (i) Article 124 (National Constitution of the Republic): "Every child shall be protected against all forms of neglect, cruelty and exploitation"; (ii) Articles 32 to 36 (Convention on the Rights of the Child): right of girls and boys to be protected against all forms of exploitation, mistreatment, abuse, sale and/or trafficking, addictions, and any other harmful situation; AND (iii) especially the provisions found in the "Protocol for the Referral of Children in Child Labor" of December 2, 2019.</p> <p>Consideration should be given to the context and space within the framework of "family farming" that allows the participation of</p>		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
<p>minors in the family, but with the necessary regulations and care that do not impose degrading or dangerous work or limit their participation in education.</p> <p>In order to contribute to the reduction of the risks of direct or indirect participation of minors in project activities, awareness-raising workshops on child labor can be included, as well as implementing restrictions on the conditions for granting resources to project beneficiaries.</p> <p>Any sensitization or regulation action defined within the framework of the project for women's inclusion or child labor issues must include the strengthening of its stakeholders (PMU, Ministry, Organizations, Beneficiaries, Service Providers, etc.).</p>		
Physical and economic resettlement	Low	Low
<p>Risk(s): The project's activities are aimed at reducing migration and facilitating economic inclusion, so its actions are not expected to impact or contribute to physical or economic resettlement.</p> <p>Mitigations: The project defines its actions based on the possession of land, or with access to formal temporary session in the long term. In addition to specific activities aimed at the economic and social inclusion of traditionally excluded groups (women, youth, young returnees), to reduce migration and resettlement.</p> <p>The project does not foresee any investment that determines the purchase of land, or the construction of infrastructure that contributes to the resettlement of people from the communities. Investment in infrastructure that facilitates living conditions in the following sectors is encouraged: water, productive and commercial infrastructure, and social housing.</p> <p>The project does not allow investment in land in dispute or conflict, so as not to facilitate the exclusion of any of the parties in conflict.</p>		
Greenhouse gas emissions	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): The risk that the project will generate a considerable increase in greenhouse gas (GHG) emissions and thus contribute to anthropogenic climate change is moderate, considering that in general terms, the main sources of emissions come from the forestry sector (deforestation and forest fires); agriculture (use of agrochemicals and release of methane from livestock activities) and energy (use of firewood from forests and inefficient equipment/machinery used in the transformation processes).</p> <p>Mitigations: To avoid and/or reduce GHG emissions, the following mitigation measures will be implemented:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Implement measures, practices or technologies with a focus on nature-based solutions in degraded areas; reforestation activities and/or actions to prevent or combat forest fires. 2. Introduce improved practices for cattle rotation, use of biodigesters and promote nutritional improvement in feed (pasture and feed supplements) to reduce emissions from enteric pasture processes. <p>The ESCMP incorporates these mitigation measures and is the main instrument for monitoring their implementation and evaluating whether they are contributing to maintaining or reducing risks.</p>		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Substantial
Risk(s): Honduras is a country with high vulnerability to the effects of climate change, mainly to drought events, tropical depressions, tropical storms and hurricanes. This is increased by the state of degradation of natural resources (natural infrastructure) to provide ecosystem services to rural families, small producers and producer associations, which are preserved by the climate, reducing the provision of such services. There is a moderate adaptive capacity of the population due to low knowledge and technical skills to cope with, prevent and adapt to the effects and impacts of climate.		
Mitigations: Implement the nature-based solutions approach to achieve the conservation, restoration and protection of degraded ecosystems. Strengthen knowledge and skills regarding climate change, use of agrometeorological information for agricultural production. Includes climate monitoring actions. Investments to implement measures, practices or technologies to increase the resilience of agrifood systems and for risk management (preventing and preparing systems for expected climatic events in the short and medium term). The ESCMP incorporates these mitigation measures and is the main instrument for monitoring their implementation and assessing whether they are contributing to maintaining or reducing risks.		
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder engagement/coordination	Moderate	Moderate
Risk(s): By convening with local political actors, it may facilitate the exclusion of organizations not linked to the party, opposing leaders, or sectors of little interest to the municipalities. In addition, there is a land conflict with some Indigenous groups, and dissociation of their leaders with local authorities.		
Mitigations: The Operational Manual must include a mechanism for convening based on community media, and not exclusively on local authorities' channels, direct visits to organizations, use of communication media (radio, cell phones). This includes specific targeting mechanisms, to which actions should always be directed, and which will be disaggregated in the MOP for implementation. Spaces or platforms for social participation (families, producers, associations, cooperatives, etc.) and public, educational, research and/or civil society institutions present in the sector can be established to facilitate the coordination of activities in the territory, and to function as a participatory mechanism for monitoring and evaluation of actions. With Indigenous Peoples, the implementation of the FPIC from the beginning of the project is necessary to establish the guidelines for their inclusion, and to define the follow-up mechanism for these actions.		
Stakeholder grievances	Moderate	Moderate
Risk(s): The Secretariat of Agriculture and Livestock has a mechanism for complaints from the parties via telephone and web generated for the PROLENCA project. This is linked to its internal		

Risk categories and subcategories	Inherent	Residual
mechanism for handling complaints and denunciations of labor, sexual or gender-based harassment or violence, both to staff and service providers. However, it is not public knowledge nor is it adapted to the conditions of all local organizations and actors.		
<p>Mitigations: The secretariat mechanism should be reviewed according to IFAD guidelines, to ensure that they are aligned instruments. A dissemination mechanism adapted to the communities should be implemented, including not only its dissemination, but also its adaptation to all possible stakeholders (people with little access to digitalization, people with reading and writing problems, indigenous languages, etc.), as well as the strengthening of community leaders to facilitate field actions with local stakeholders.</p> <p>A protocol for complaints and intervention should be established for issues of labor harassment, sexual or gender-based violence, including all parties involved in the project, or existing legal mechanisms should be adapted.</p>		